



Direction des Service de l'Agriculture de
Wallis et FutunaBP 19
Mata Utu
98600 WALLIS ET FUTUNA
[Dossier suivi par : Antoine BERTON](#)
Mèl : antoine.berton@agripeche.wf
Tél. : (681) 72 04 01

Mata Utu, le 19/12/214

Rapport Technique et Financier des actions du projet RITA Wallis et Futuna engagées à la date du 19 décembre 2014





Direction des Service de l'Agriculture de
Wallis et Futuna BP 19
Mata Utu
98600 WALLIS ET FUTUNA
[Dossier suivi par : Antoine BERTON](#)
Mèl : antoine.berton@agripeche.wf
Tél. : (681) 72 04 01

Mata Utu, le 19/12/214



Rapport Technique Intermédiaire des Actions du projet RITA Wallis et Futuna engagées à la date du 19 décembre 2014

Sommaire

Gouvernance du projet	2
Animation du Projet RITA de Wallis et Futuna (action 1)	2
Colloque une Agriculture Durable au Service de la Population (ADSP) (action 2)	2
Déplacement régionaux de l'animateur RITA (action 3)	3
Interventions du CIRAD	3
Mission de cadrage B. Losch et H. de Bon (mai 2014)	3
Mission de Bruno Losch (novembre 2014).....	3
Bilan financier.....	4
Bilan Financier des sommes reçues à Wallis et Futuna.....	4
Bilan des dépenses faites au CIRAD	4
Conclusion	4
Liste des annexes.....	5

Ce rapport présente un bilan synthétique des actions engagées dans le cadre du RITA Wallis et Futuna aussi bien à partir du CIRAD que sur place au niveau de Wallis-et-Futuna par les services du lycée agricole que par les services de DSA.

Gouvernance du projet

Deux comités de pilotage ont été réunis depuis le début du projet. Le premier a eu lieu le 8 janvier 2014 (annexe 1), le deuxième le 23 mai 2014 à la fin de mission de cadrage réalisée par le CIRAD (annexe 2). Le premier comité de pilotage a validé le recrutement d'un animateur du projet à Wallis-et-Futuna, la contribution du projet à l'organisation du Colloque « Une agriculture durable au service de la population », a précisé les interactions avec les organismes présents à Wallis-et-Futuna, a présenté un calendrier de travail et donné quelques résultats de la synthèse bibliographique. Le deuxième comité de pilotage a validé les axes de travail présentés par les missionnaires du CIRAD: (1) l'amélioration de l'approvisionnement en produit frais ; et (2) la valorisation des produits du territoire.

Le troisième comité de pilotage prévu à la fin du colloque a été reporté au début de l'année 2015. Ce sera l'occasion de faire le point sur les actions à mettre en place suite aux missions de 2014 et à la tenue du colloque.

Animation du Projet RITA de Wallis et Futuna (action 1)

Cette fiche action concerne l'embauche de l'Animateur RITA pour Wallis et Futuna. L'animateur désigné au premier mars 2014 est Antoine BERTON. Le contrat de travail est passé entre l'EPNEFPA de Wallis et Futuna et l'Animateur pour une durée de 1 an.

Bilan des actions réalisées :

- Mise en place et alimentation d'une base de données bibliographique
- Organisation et suivi de la mission de cadrage de Bruno LOSCH et Hubert DE BON (CIRAD) du 10 au 25 mai 2014 (Annexe 3)
- Rédaction du compte-rendu de comité de pilotage n°2 à l'issue de la mission de cadrage du CIRAD (Annexe 2)
- Appui à la préparation du Colloque Agriculture Durable au Service de la Population (ADSP) : appel à communication et texte de présentation
- Mission en Nouvelle-Calédonie pour l'organisation du Colloque Agriculture Durable au Service de la Population (Annexe 4)
- Organisation et suivi de la mission de Bruno LOSCH du 17 au 21 novembre 2014
- Organisation du colloque ADSP

Le montant de cette action s'élève à 48 000 € et couvre l'ensemble des frais de l'embauche.

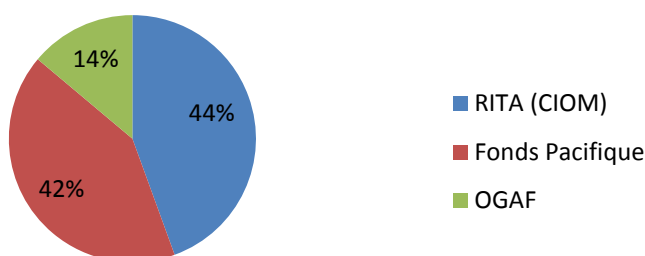
Suite à la décision d'Antoine Berton de ne pas prolonger son contrat, un nouvel appel d'offres a été ouvert pour le recrutement pour une année supplémentaire d'un animateur à Wallis-et-Futuna.

Colloque une Agriculture Durable au Service de la Population (ADSP) (action 2)

Cette fiche action concerne le financement pour partie du Colloque ADSP qui s'est tenue à Wallis du 24 au 25 novembre. L'ensemble des éléments techniques est disponible dans le Premier Bilan du Colloque (Annexe 5).

La subvention du projet RITA à l'organisation du colloque est de 32 000 € pour un budget total de l'organisation du colloque de 72 000 €.

Répartition des subventions pour le financement du Colloque ADSP



Déplacement régionaux de l'animateur RITA (action 3)

Cette fiche action a permis de financer le déplacement de l'animateur RITA, Antoine BERTON en Nouvelle-Calédonie. La mission qui s'est déroulée du 7 au 11 juillet 2014 avait pour objectif de relancer la dynamique autour projet de Colloque ADSP et d'appuyer les réflexions autour différentes actions dans le cadre du RITA. Le rapport de mission est disponible en Annexe 4.

Le montant de cette action s'élève à 5 000 €.

Interventions du CIRAD

Les activités du CIRAD ont compris : la réception et la gestion des fonds du Ministère de l'Agriculture à Montpellier, la coordination scientifique à Montpellier (préparation des missions du CIRAD, aide à la documentation, accueil d'une mission de la DSA de M. P. Irz), entretiens à l'occasion du SIA 2014 (P. Irz), contacts avec ACTA et la gestion administrative du projet.

Mission de cadrage B. Losch et H. de Bon (mai 2014)

Cette mission qui s'est déroulée du 10 au 25 mai 2014 a proposé deux axes de travail retenus lors du 2^{ème} comité de pilotage: (1) l'amélioration de l'approvisionnement en produit frais ; et (2) la valorisation des produits du territoire. Ces propositions s'appuient sur une analyse de documents, des rencontres et discussions avec la plupart des acteurs des secteurs agro-alimentaire, de la pêche et forestier, mais aussi avec des acteurs politiques et l'administration. Des interactions fortes ont été proposées avec les organismes présents à W&F, les services agricoles, la Chambre de Commerce, d'industrie et Artisanales, le service des statistiques et les institutions régionales comme la Commission du Pacifique Sud (CPS) et l'Institut Agronomique néo-Calédonien (annexe 3).

A la suite de cette mission, B. Losch s'est arrêté à Nouméa pour présenter le projet de colloque et annoncer la venue d' A. Berton. Cela s'est traduit par une implication importante dans le colloque de l'IAC et de la Chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie. De plus dans cette mission de cadrage, il a été proposé une interaction avec le projet régional INTEGRE, géré par la CPS.

Mission de Bruno Losch (novembre 2014)

Cette mission avait deux objectifs : participer au colloque « Agriculture durable au service de la population » qui était l'objectif principal et en a défini la date ; profiter de ce séjour sur le Territoire pour faire le point sur le déroulement du projet RITA en référence à la mission de cadrage de mai 2014 et préparer les prochaines activités. Elle s'est déroulée du 17 au 28 novembre 2014 (annexe 6). B. Losch a présenté une communication dans la quatrième session sur les politiques publiques intitulée : « Du développement sectoriel au développement territorial durable. Un nouveau cadre

pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna » (annexe 7) et a été rapporteur de la première session sur la contribution de la l'agriculture familiale dont il a présenté la synthèse lors de la session de clôture (annexe 8). Les contacts pris sur place ont permis de faire le point sur les activités du projet InterReg INTEGRE, notamment la mise en place d'un réseau de fermes-pilotes bio, et de préciser les termes de référence de l'expertise attendue du CIRAD sur l'axe « amélioration de l'approvisionnement en produit frais », conformément aux priorités d'action retenues lors du Copil n°2.

Bilan financier

Bilan Financier des sommes reçues à Wallis et Futuna

Action	Intitulé	Montant destiné à l'action	Montant reçu	Montant consommé	Restant	Pourcentage consommé
1	Animation du Projet RITA de Wallis et Futuna	48 000 €	38 400 €	34 222,5 €	4177,5 €	71,3 %
2	Colloque une Agriculture Durable au service de la Population	32 000 €	25 600 €	25 600 €	0 €	80 %
3	Déplacement régionaux de l'animateur RITA	5 000 €	4 000 €	0 €	4 000 €	0 %
	total			59 822,5 €		

Bilan des dépenses faites au CIRAD

Intitulé	Montant prévu	Montant consommé
Animation scientifique et technique du projet du Projet RITA de Wallis et Futuna (25 j)	16 500 €	7 920 € (12 j)
Gestion des fonds (honoraires et frais)	7 600 €	3 800 €
Mission de cadrage H. de Bon et B. Losch	33 150 €	33 150 €
Mission B. Losch novembre 2014	11 351,97 €	11 351,97 €
Total		56 221,97 €

Total des dépenses faites en année 1 : 116 044,47 €

Conclusion

Comme l'indique la convention de financement, ce projet vise à « élaborer une feuille de route pour le développement agricole et favoriser la mise en place d'un réseau d'innovation et de transfert via des partenariats ».

La situation géographique de Wallis-et-Futuna a conduit à utiliser le capital scientifique et technique acquis depuis une vingtaine d'années dans cette région, partager le point de vue du CIRAD avec les acteurs à Wallis-et-Futuna et rechercher les partenariats aux niveaux français ainsi que régional. Cela a été fait dans la mission de cadrage, l'appui à la réflexion sur le projet de colloque régional et la mise en relation avec des acteurs de la région Pacifique. Ainsi, il a été proposé des interactions fortes avec les projets en cours comme le projet Interreg INTEGRE (Initiative des Territoires du Pacifique Sud pour la gestion régionale de l'environnement).

A ce jour les actions techniques prévues dans les deux axes par la mission de cadrage, n'ont pas commencé que ce soit au niveau économique, organisation ou production agricole. Le colloque a mobilisé beaucoup d'énergies, et il n'y a eu un décaissement que d'un tiers du financement. La situation des dépenses actuelles et des engagements entraineront probablement une prolongation du projet d'une année jusqu'à fin 2016.

Liste des annexes

Annexe 1. RITA Wallis-et-Futuna. Comité de pilotage n°1 du 8 janvier 2014.

Annexe 2. RITA Wallis-et-Futuna. Comité de pilotage n°2 du 23 mai 2014

Annexe 3. Mise en route du projet RITA Wallis-et-Futuna. Mission de cadrage et de programmation du 10 au 25 mai 2014. Hubert de Bon & Bruno Losch, CIRAD

Annexe 4. Rapport de mission : Nouvelle-Calédonie, du 7 au 11 juillet 2014. Antoine Berton.

Annexe 5. Colloque « Une agriculture durable au service de la population » à Wallis-et-Futuna. Un premier bilan

Annexe 6. Projet RITA Wallis-et-Futuna. Compte-rendu de mission de suivi du 17 au 28 novembre 2014. Bruno Losch, CIRAD

Annexe 7. Présentation Bruno Losch « Du développement sectoriel au développement territorial durable. Un nouveau cadre pour une réflexion prospective a Wallis-et-Futuna » 27 novembre 2014. Colloque « Une agriculture durable au service de la population » à Wallis-et-Futuna.

Annexe 8. Compte-rendu de la 1ere session sur l'agriculture familiale. Bruno Losch, 24 novembre 2014. Colloque « Une agriculture durable au service de la population » à Wallis-et-Futuna.



**ADMINISTRATION SUPERIEURE
DES ILES WALLIS ET FUTUNA**

**Service d'État de l'Agriculture,
de la Forêt et de la Pêche**

**Service Territorial des Affaires
Rurales et de la Pêche**

Réseau d'innovation et de transfert agricole - RITA Wallis et Futuna

Comité de pilotage n°1 du 8 janvier 2014

Réunion par visio-conférence :

- A Wallis et Futuna, administration supérieure des Iles Wallis et Futuna, de 18 :00 à 19 :45
- Au CIRAD, Salle 11, Bat4, Montpellier , 34 de 07 :00 à 08 :45

Etaient présents :

Pour le CIRAD à Montpellier

Hubert DEVAUTOUR, directeur-adjoint département ES

Guy FAURE, directeur-adjoint de l'UMR Innovation

Bruno LOSCH, Economiste, spécialiste des politiques agricoles

Herve SAINT-MACARY, directeur-adjoint département PERSYST

Patrick GUEZO, direction de la comptabilité

Hubert DE BON, chef de projet Wallis et Futuna, UR HortSys

A Wallis

Administration

Pierre SIMUNEK, Secrétaire Général de l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna

Yannick TESSIER, Directeur du Service de l'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche, Chef du Service Territorial des Affaires Rurales et de la Pêche

Pascal IRZ, Chef du Service Formation et Développement, Service de l'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche

Sulia FOLOKA, Responsable du Service de Coordination des Politiques Publiques et du Développement

Elus

Petelo HANISI, Président de l'Assemblée Territoriale

Mikalele KULIMOETOKE, Vice-Président de l'Assemblée Territoriale

Chefferie

Pasilite HENSEN, Uluimonua, Représentant de la Chefferie d'Uvea

Aloisio PATEA, Tu'i Asoa, Représentant de la Chefferie d'Alo

Mikaele KELETOLONA, Tui Sigave, Représentant de la Chefferie de Sigave

Organisations professionnelles

Silino PILIOKO, Président de la CCIMA

Ordre du jour :

1. Présentation du projet RITA.
2. Etat d'avancement.
3. Première réflexion sur des pistes d'actions.
4. Lien avec d'autres projets.
5. Modalités opératoires de gestion des fonds.
6. Demandes financières.
7. Echancier prévisionnel.

La séance est introduite par M. le Secrétaire Général qui adresse ses salutations à tous les participants ainsi que les vœux de bonne année.

Le directeur du STARP, service coordinateur du Projet R-D Agricole Wallis et Futuna, rappelle que l'origine du projet est la mission de Jean-Pierre BASTIE en avril 2013. Cette mission a mis en évidence l'importance des besoins de R&D en appui au développement du secteur primaire. Un projet a donc été soumis au CIOM qui a accordé un financement de 350 k€. La gestion financière des fonds sera assurée par le CIRAD.

Présentation du projet RITA (Qu'est-ce qu'un RITA, déclinaison locale).

Hubert De Bon, coordinateur du projet pour le CIRAD, expose ce que sont les Réseaux d'innovation et de transfert agricoles (RITA) dans les départements d'outre-mer. Le principe des réseaux est de stimuler le développement agricole en favorisant les échanges entre l'ensemble des acteurs sur un territoire (producteurs, scientifiques, élus, etc.). Ces réseaux départementaux voient leurs actions coordonnées à l'échelle nationale pour favoriser les transferts entre les RITAs. Les exemples donnés montrent toute la diversité des RITAs et des actions qu'ils mènent.

Yannick TESSIER précise que le contexte de Wallis et Futuna est très différent de celui des autres départements d'outre-mer, mais que la démarche des RITA est tout à fait pertinente. En l'absence d'implantation permanente d'organismes de R&D ni d'établissements d'enseignement supérieur, le développement du territoire doit s'appuyer sur des partenariats extérieurs et bénéficier de transferts scientifiques et technologiques. Il conviendra donc d'adapter la démarche RITA au contexte de Wallis et Futuna.

Hubert De Bon insiste sur l'importance qu'une personne se consacre à l'animation du Projet R-D Agricole W&F.

Etat d'avancement

Le Service de l'agriculture (STARP), anticipant le début du projet, a commencé à collecter toutes les ressources documentaires concernant les filières du secteur primaire du Territoire ainsi que des articles ou rapports sur le contexte humain et naturel et sur l'agriculture des pays de la région. 950 références sont saisies dans une base EndNote dont 94% sont disponibles sous forme numérique. Quand cette phase sera terminée ce seront 1200 à 1300 documents qui seront référencés.

Cette littérature sera synthétisée pour faire ressortir des retours d'expérience et poser un diagnostic par filière. Une synthèse transversale permettra de faire ressortir des traits généraux en particulier au plan socio-économique et sur la gouvernance.

Première réflexion sur des pistes d'actions

La mission de J.-P. BASTIE a été l'occasion de dialoguer avec l'ensemble des acteurs du secteur primaire et des décideurs. De ces échanges ont émergé les pistes suivantes d'actions par filière :

Elevage

- Alimentation porcine
- Brucellose

Productions végétales

- Maîtrise des amendements
- Essais variétaux
- Multiplication végétative
- Pathologies

Forêt / bois

- Reboisement en feuillus
- Qualité de la filière bois
- Bois énergie

Des besoins transversaux apparaissent aussi dans les domaines suivants :

Politique / gouvernance

- Organisation des acteurs
- Aides financières

Socio-économie

- Savoirs traditionnels et développement
- Intégration vivrier - commercial
- Culture et économie de marché
- Petite agriculture familiale et pluriactivité

M. Le Président de l'AT souligne l'intérêt du volet alimentation porcine car les sommes consacrées à l'achat des aliments importés grèvent les budgets des ménages. Cependant si l'on souhaite développer des filières professionnelles, il conviendra de bien veiller à maîtriser les coûts. En effet si la production locale n'est pas compétitive par rapport aux importations, les consommateurs ne seront pas au rendez-vous. Il faut donc trouver des modes de production qui permettent à la fois au producteur de gagner correctement sa vie et au consommateur d'acheter.

Hubert de Bon indique que le CIRAD ne dispose pas d'experts en élevage porcin donc que les compétences devront être trouvées dans d'autres organismes soit régionaux soit métropolitains (INRA, L'IFIP-Institut du porc).

Yannick TESSIER rappelle que l'ONU a décrété 2014 « année de l'agriculture familiale » donc que ce thème est très actuel.

Le Président de la CCIMA affirme que la chambre consulaire a besoin de soutien et souhaite être associée aux initiatives et à l'innovation dans le domaine agricole.

Herve SAINT-MACARY répond que l'organisation même des RITAs vise à appuyer les professionnels et chambres d'agricultures. Par exemple à Mayotte les partenaires techniques et scientifiques les épaulent pour valoriser les savoirs traditionnels. C'est le rapprochement entre les acteurs et les échanges qui permettent de produire des innovations opérationnelles.

Guy FAURE, directeur-adjoint de l'UMR Innovation, ajoute que l'innovation est un processus généré par l'interaction entre les acteurs (recherche, organisations professionnelles, organisations de conseil agricole, producteurs, etc.) où chacun apporte ses connaissances (savoirs locaux et savoirs scientifiques). Il est donc important de renforcer les lieux de ces échanges (comme la plateforme que forme le RITA) mais aussi d'améliorer les méthodes de conseil pour mieux prendre en compte la diversité des exploitations agricoles, renforcer les compétences des conseillers pour mieux interagir avec les producteurs, favoriser des expérimentations paysannes avec l'appui de chercheurs et de techniciens. De telles actions peuvent être mises œuvre en s'attaquant à des questions concrètes posées par les producteurs (comme l'alimentation des porcs). Le CIRAD peut appuyer une telle dynamique par des apports méthodologiques, des formations et des appuis-conseil.

Interactions avec d'autres projets

Enquête agricole

L'enquête débutera mi 2014. Les enquêteurs seront sur le terrain pendant deux mois environ. Une période de 10 mois est ensuite prévue pour la saisie et le traitement des données.

Cette enquête peut être une bonne opportunité d'acquérir des données dont certains scientifiques ont besoin, moyennant un surcroît de travail minime (ajout de quelques champs dans les formulaires d'enquête). Ce point doit donc être réfléchi rapidement.

CCIMA

La CCIMA a obtenu du CIOM un soutien financier pour un appui technique aux filières élevage, pêche et productions végétales. Des techniciens ont été embauchés pour conseiller les professionnels. Il est important que ces agents de terrain soient impliqués dans le projet RITA. Il est envisageable qu'ils participent à de l'acquisition de données par exemple dans le cadre d'expérimentations en milieu paysan.

Colloque régional

Ce projet est détaillé ci-dessous pour la demande de financement correspondante.

Modalités de gestion des fonds

Patrick GUEZO précise que le CIRAD a une grande expérience du rôle d'opérateur financier dans ce genre de projets. Il souligne que cependant le CIRAD étant à Montpellier, le rôle de relais du service coordinateur à Wallis et Futuna est essentiel. Il expose les modalités de gestion des fonds :

1. Le service coordinateur (STARP) propose au Comité de pilotage des orientations thématiques et des modalités de gestion.
2. Les grandes lignes retenues sont déclinées en actions chiffrées dont l'incidence sur la subvention est présentée.
3. Ces actions sont évaluées par le comité de pilotage.
4. Les actions retenues font l'objet d'une convention entre la structure porteuse et le CIRAD. Le Préfet donne l'ordre de virement correspondant au CIRAD en précisant le montant et le bénéficiaire.

L'animateur du Projet R-D Agricole W&F, sous la responsabilité du STARP, assure la responsabilité de l'utilisation des fonds et veille au respect des échéances. Il prépare les synthèses financières qui sont distribuées aux membres du Comité avant chacune de ses réunions.

Le CIRAD peut verser une avance du montant des dépenses validées par le comité de pilotage et la préfecture en fonction de l'avance reçue du Ministère.

Pour les achats de biens pour le CIRAD, il faut disposer de 2 fournisseurs par factures plus l'avis de la Préfecture.

Le montant des différentes actions devrait varier entre 15 000 et 50 000 €.

Demande de financement pour l'embauche de l'animateur

Des échanges entre le STARP, le CIOM et le Lycée Professionnel Agricole (LPA), il est ressorti que le LPA était la meilleure structure pour embaucher l'animateur du Projet R-D Agricole W&F :

- Le lycée, créé en 2011, a vocation à œuvrer aux 5 missions de l'enseignement qui comprennent l'expérimentation, l'animation du territoire et le développement.
- L'exploitation du lycée sera plate-forme d'expérimentation pour les essais agronomiques et zootechniques.
- L'établissement, par son implication dans le Projet R-D agricole W&F, diffusera auprès de la jeunesse une image dynamique et innovante de l'agriculture.

Le rôle de l'animateur est central dans un RITA. Il doit être un catalyseur qui assure un contact permanent avec les acteurs du RITA, apporte un soutien pour les scientifiques qui ne sont pas basés sur le territoire. A l'inverse des professionnels ou des scientifiques qui tendent à se spécialiser, l'animateur conservera une vue d'ensemble du RITA ; il sera donc force de proposition en particulier pour les actions transversales.

L'animateur devra, sous la responsabilité du STARP, rendre compte de l'avancement du projet (rédaction des rapports d'avancement, synthèses financières). Il organisera divers aspects de la vie du Projet R-D Agricole W&F comme les comités de pilotage, missions et colloques, proposera des calendriers de travail et veillera au respect des échéances.

Enfin, il pourra à l'occasion effectuer des visites de terrain, mettre en place des expérimentations, des parcelles ou ateliers tests.

Le profil de base est le suivant, qui sera affiné entre le STARP et le CIRAD :

- Ingénieur agronome généraliste
- Première expérience professionnelle
- Bon niveau en anglais (réseau régional)
- Rigueur
- Capacité d'organisation
- Sens du relationnel

Le montant est de 48 k€ (coût employeur) pour une année. Le STARP fournira les moyens de fonctionnement à l'animateur qui sera employé par le lycée agricole.

Le comité émet un avis favorable à cette demande de 48k€.

Demande de financement pour l'organisation d'un colloque

Pascal IRZ expose la demande au nom du lycée agricole. Le dossier décrivant le projet a été distribué.

Les objectifs du colloque « Une agriculture durable au service de la population » sont doubles :

- Bénéficier de l'expertise des pays de la région en matière d'élaboration de politiques publiques de développement durable de l'agriculture.
- Mieux insérer le territoire dans les réseaux et institutions internationales dans lesquelles les territoires français sont sous-représentés.

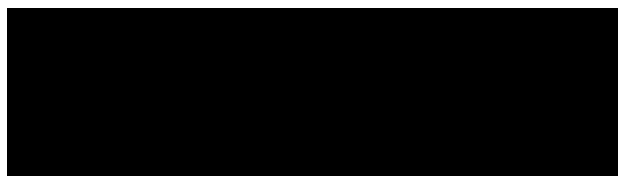
La date souhaitée est septembre 2014 mais dépendra de la disponibilité des moyens d'interprétariat de la CPS.

Les thèmes pressentis sont les suivants :

- Les objectifs fondamentaux de la politique agricole
- Contribution de la petite agriculture familiale au revenu des ménages
- Quelle agroécologie dans le Pacifique ?
- Identification des points de blocage et leviers d'action. Retours d'expérience, besoins de R&D
- Quelle gouvernance adaptée au contexte de Wallis et de Futuna ?

Le montant des dépenses est de 94 k€ et le plan de financement est le suivant :

Poste de dépenses	Montant	Pourcentage
Billets d'avion internat.	19 580 €	21%
Transports intérieurs	3 030 €	3%
Frais de séjour	29 550 €	31%
Traduction	6 840 €	7%
Organisation	35 000 €	37%
TOTAL	94 000 €	100%



Le Président de la CCIMA aurait souhaité que la chambre consulaire soit plus associée à ce projet.

Pascal IRZ précise que la CCIMA et des représentants de la profession seront invités au colloque.

Le Directeur adjoint du département PERSYST trouve le projet intéressant et ses objectifs pertinents. Le thème de l'agro-écologie est particulièrement en phase avec les politiques nationales.

Bruno LOSCH considère que ce colloque est une occasion de bien articuler ce projet R-D agricole W&F avec la politique de développement durable du Territoire. Il est venu à Wallis à deux reprises en mission en 2002. La CCIMA, le Conseil Territorial des femmes et la fédération du monde rural venaient de voir le jour. Il insiste sur :

- La concertation comme condition pour que ce projet soit un succès.
- L'importance de considérer la dimension institutionnelle.

Il considère que l'emploi pour la jeunesse est un enjeu de la politique agricole du territoire. Cet exemple démontre l'intérêt d'adopter une démarche intégrée et de ne pas se contenter d'une approche par filière.

Le Président de la CCIMA souligne que depuis 2002 les choses ont changé, que la CCIMA est désormais structurée pour mener des projets et qu'elle aurait pu porter ce colloque.

Le Président de l'AT a participé en septembre à un passionnant colloque sur la qualité de l'alimentation, en Polynésie Française. Le problème est qu'à l'issue de ce colloque tout le monde s'est quitté en se promettant de travailler ensemble et que 4 mois plus tard il ne s'est rien passé. Il faut éviter ce genre de dérive pour celui de Wallis qui doit déboucher sur des résultats.

Pascal IRZ indique que des mesures très concrètes sont prévues pour éviter cela :

- En fin de colloque, une rencontre sera programmée entre les acteurs du secteur primaire du territoire et le(s) représentant(s) du CIRAD pour proposer un plan d'action pour le RITA. Un comité de pilotage associant les scientifiques du CIRAD de Montpellier se tiendra rapidement après pour décider des priorités d'actions de R&D.
- L'animateur, embauché pour une année, restera mobilisé après le colloque.

Le Directeur adjoint de l'UMR Innovation souligne que le CIRAD sera parfaitement dans sa mission en apportant une assistance à l'animateur.

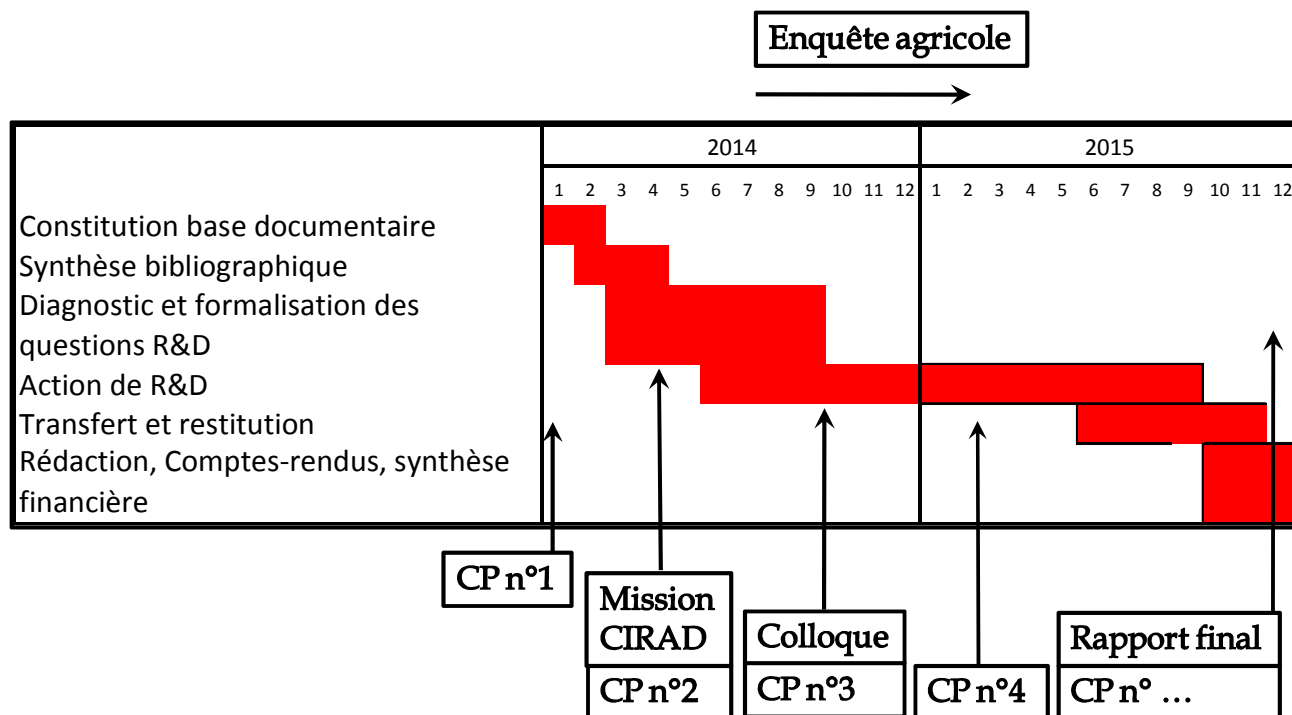
Bruno LOSCH rejoint les préoccupations du Président de l'AT. Il considère que le colloque doit très concrètement permettre de structurer ce projet . La tenue de ce colloque est très cohérente avec le projet RITA dans son ensemble. Elle s'inscrit dans la démarche globale de développement durable du secteur primaire.

Hubert de Bon juge que la programmation en septembre est adéquate.

La demande de 32 k€ adressée par le lycée agricole au Projet R-D Agricole W&F est acceptée.

Echéancier

Pascal IRZ présente l'échéancier suivant :



Cette programmation respecte la durée de 24 mois de la convention CIOM – CIRAD, mais si nécessaire un avenant permettra de prolonger le projet R-D Agricole W&F.

Yannick TESSIER insiste sur l'importance de la mission de cadrage en avril prochain, qui devra permettre de programmer des actions sans attendre le colloque.

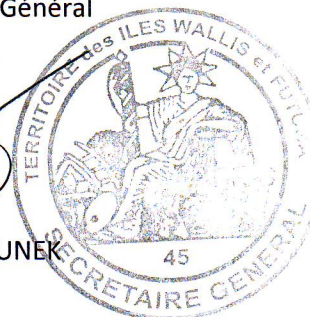
Hubert de BON souhaite des comités de pilotage plus rapprochés pour garder la dynamique du projet et permettre des prises de décision rapides.

Uluimonua indique que la Chefferie a bien écouté. Elle a la volonté de bien faire évoluer cette agriculture qui reste vivrière. Les représentants des trois Chefferies souhaitent que l'agriculture, l'élevage et la pêche deviennent une source de revenus pour la population. L'exemple de l'alimentation porcine montre bien que la composante économique doit être prise en compte pour que les outils de la politique agricole soient efficaces.

Bruno LOSCH informe que le CIRAD est très en pointe sur le thème de l'agriculture familiale¹ et collabore étroitement avec le ministère de l'agriculture, le ministère des affaires étrangères et l'AFD. Trois ouvrages seront publiés au premier semestre 2014 et une exposition itinérante sera lancée lors du SIA.

Le Secrétaire Général


Pierre SIMUNEK



¹ <http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2013/institutionnel/agriculture-familiale-theme-de-l-onu-et-du-cirad-en-2014>

ADMINISTRATION SUPERIEURE

DES ILES WALLIS ET FUTUNA

Service d'État de l'Agriculture,
de la Forêt et de la Pêche

Service Territorial des Affaires
Rurales et de la Pêche

Réseau d'innovation et de transfert agricole - RITA Wallis et Futuna



Comité de pilotage n°2 du 23 mai 2014

Réunion à Wallis et Futuna, administration supérieure des Iles Wallis et Futuna, de 14 : 30 à 16 : 30

Etaient présents :

Administration

Michel AUBOUIN, Préfet Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna

Bruno MUGNERET, Chef par intérim du Service Territorial des Affaires Rurales et de la Pêche

Abdou BACHA, Chef d'antenne du Service d'Etat de l'agriculture, de la forêt et de la pêche de Futuna

Atoloto MALAU, Chef du service de l'environnement de Wallis et Futuna

Sulia FOLOKA, Chef du Service de Coordination des Politiques Publiques et du Développement

Elus

Petelo HANISJ, Président de l'Assemblée Territoriale

Eselone IKAI, Président de la commission de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de l'Assemblée Territoriale

Chefferie

Pasilite HENSEN, Uluimonua, Représentant de la Chefferie d'Uvea

Michel MOEFANA, Vakalasi, Représentant de la Chefferie d'Alo

Soane KAIKILEKOFÉ, Saatula, Représentant de la Chefferie de Sigave

Organisations professionnelles

Alain D'ARONDEL DE HAYES, Représentant de la CCIMA

Samino FOLOKA, Représentant de la CCIMA

Personnel du STARP (Service Territorial des Affaires Rurales et de la Pêche)

Amalia FOTOFILI, Responsable du bureau de l'OGAF

Soane KANIMOA, Responsable du bureau Productions Végétales

Organismes de formation

Jean-Pierre ROBIN, Directeur de l'EPNEFPA de Wallis et Futuna

Antoine BERTON, animateur RITA Wallis et Futuna

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Pierre LABROSSE, Chargé de Mission pour la Recherche et la Technologie pour le territoire de Nouvelle-Calédonie et le territoire des Iles Wallis et Futuna

CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)

Bruno LOSCH, Economiste, spécialiste des politiques agricoles

Hubert DE BON, Chef de projet Wallis et Futuna, UR HortSys

Ordre du jour :

1. Premières recommandations de la mission CIRAD
2. Propositions d'activités
3. Préparation du colloque « Une agriculture durable au service de la population »
4. Situation budgétaire et gestion des fonds
5. Ressources humaines disponibles pour la gestion du projet

La séance est introduite par M. Bruno MUGNERET qui adresse ses salutations à tous les participants et présente les chercheurs du CIRAD. Les deux ingénieurs du CIRAD Hubert DE BON et Bruno LOSCH sont arrivés à Wallis le 12 mai 2014 pour une mission de cadrage de deux semaines. Du vendredi 16 au mardi 20 mai, des rencontres protocolaires et des visites de terrain ont été organisées à Futuna.

Eléments de cadrage du programme RITA

Bruno LOSCH présente quelques éléments de cadrage du RITA. Le territoire doit faire face à de grands défis :

- son économie est basée sur les transferts de la métropole et il existe une dépendance croissante aux importations des produits du secteur primaire ;
- le repli démographique est caractérisé par un départ massif des jeunes vers la métropole ou la Nouvelle-Calédonie ;
- il existe des inégalités économiques croissantes entre les salariés et non-salariés et entre les différents types d'emplois ;
- les modes de consommation de la population sont porteurs de déséquilibres au niveau des rapports sociaux, de la santé humaine (augmentation des facteurs de risque liés aux maladies non-transmissibles) et de la gestion des ressources naturelles.

Monsieur LOSCH poursuit en indiquant que le secteur primaire est ambivalent à Wallis et Futuna. D'un côté, ce secteur est peu intégré dans l'économie de marché (peu de transformation et de commercialisation des produits). Toutefois, ce secteur occupe un rôle central dans l'économie familiale et la vie sociale des Wallisiens et Futuniens. En effet, près de 30 % des dépenses de ménages proviennent de l'autoconsommation, et 80 % des ménages ont une activité liée au secteur primaire. De plus, 55 % des dépenses alimentaires sont non-monétaires donc auto-produites (chiffres de 2005, source STSEE). Malgré-cela les produits du secteur primaire et de l'agro-alimentaire représentent 35 % des importations en valeur.

Le secteur primaire est donc une priorité pour le territoire. Le plan pluriannuel de développement durable du secteur primaire, le Xème FED (2013-2017), qui permettra notamment l'élaboration de la future stratégie de développement 2017 – 2030 doivent être des réponses aux défis précédemment énumérés. Une concertation de l'ensemble des acteurs du territoire doit permettre l'élaboration d'une vision partagée. Le RITA est en mesure d'apporter sa contribution aux enjeux du territoire.

La mission de cadrage a permis de choisir des actions à caractère structurant. Lors des deux semaines de mission, une multiplicité d'interventions potentielles a été répertoriée, mais des choix ont dû être faits :

- Le repérage d'axes de concentration portant sur des actions ayant un impact sur les grands enjeux du Territoire
- Faire porter les efforts sur les points de blocage : les débouchés d'abord pour créer un « appel d'air » à la production primaire.

Deux axes d'intervention sont proposés :

L'amélioration de l'approvisionnement en produit frais
La valorisation des produits du territoire

Les actions RITA proposées doivent contribuer à répondre aux défis du territoire de Wallis et Futuna. Les deux axes proposés sont complémentaires. Ils sont des leviers pour :

- relancer le développement des activités du secteur primaire et renforcer l'économie locale,
- améliorer les revenus des ménages et diminuer les dépenses monétaires,
- diminuer la dépendance aux importations par la reconquête du marché intérieur,
- développer l'exportation de certains produits de niche,
- valoriser et gérer les ressources naturelles durablement.

Les actions RITA proposées pour Wallis et Futuna s'articulent nécessairement en plusieurs dimensions :

- La dimension technique est le cœur d'approche des RITA par l'innovation, le transfert et l'accompagnement des acteurs locaux
- La dimension régulation de marché est indispensable pour permettre la protection des filières de produits locaux. Cela nécessite évidemment une concertation entre les opérateurs (agriculteurs, pêcheurs, commerçants, distributeurs...) et le Territoire
- La dimension « image de marque » : M. LOSCH demande à ce qu'un engagement fort des politiques (Assemblée Territoriale, Administration, Chefferie) soit pris en faveur de la promotion des produits et des producteurs de Wallis et Futuna afin de changer le statut du secteur primaire perçu parfois comme dévalorisant.

Les axes d'intervention RITA

Bruno LOSCH approfondit le choix des deux axes.

Axe 1 : Amélioration de l'approvisionnement en produits frais

Pour le moment, les filières concernées seraient les légumes, fruits, tubercules et produits de la mer. Pour la viande des questions sanitaires font que la valorisation de cette filière reste à débattre. Cet axe concernerait deux catégories de producteurs : quelques professionnels et beaucoup de semi-professionnels et vendeurs occasionnels. La démarche consiste à connecter les vendeurs occasionnels au marché et d'utiliser cette liaison pour mettre en place un accompagnement technique.

L'axe 1 est décliné par M. LOSCH en plusieurs thèmes techniques :

- L'amélioration de l'approvisionnement en produits frais passe par la mise en place d'une structure de collecte régulière. Cette structure s'appuierait évidemment sur le marché bi-hebdomadaire avec aménagement d'un local contigu disposant d'une chambre froide. Dans un premier temps, le mode de gestion le plus adapté doit être identifié ;
- La mise en œuvre de l'axe 1 passe aussi par l'organisation de l'écoulement des produits par le biais de différents débouchés : les commandes publiques (cantines des écoles, hôpitaux), la distribution (supermarchés et petits commerces), transformations en jus de fruits frais, chips, confitures. M. DE BON insiste sur le fait qu'une commande publique orientée vers des produits locaux et diversifiés pourrait faire partie d'un programme sur les aspects santé et qualité de l'alimentation ;
- En parallèle de cet appui logistique, un appui technique serait proposé pour accompagner les producteurs : démonstrations, matériel végétal adapté aux conditions pédoclimatiques du territoire, inventaire des maladies et ravageurs présents sur les cultures ...

M. LOSCH explique alors que toutes ces actions ont un sens à condition qu'il y ait une régulation du marché local et notamment des importations. Il cite l'exemple du dispositif « commission flux et cotation » en place en Nouvelle-Calédonie qui permet de réguler les volumes d'importation en fonction de la production locale de denrées

alimentaires. De plus, l'efficacité des aides apportées par le Territoire doit absolument être renforcée : pas de subventions sans approvisionnement de l'économie locale.

Les médias locaux (télévision et radio) doivent être un support pour lancer des campagnes de promotion sur les appuis disponibles et sur les produits du *Fenua*. La promotion des métiers du secteur primaire doit démontrer l'importance du travail des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs (développement de l'économie locale, valorisation des ressources, entretien des paysages et du lagon).

Axe 2 : Valorisation des produits du territoire

Cet axe sur la valorisation des produits du territoire propose de s'appuyer sur la réhabilitation de la cocoteraie qui bénéficie d'une dimension patrimoniale forte, permet des utilisations multiples (produits, produits dérivés, sous-produits) et s'inscrit dans les actions promues par la chefferie. Cette opération intégrée porterait sur la régénération des plantations de cocotiers, la valorisation du bois de cocotier et la valorisation de l'huile.

Bien que ces initiatives soient très liées entre elles, une approche progressive et modulaire à partir de l'huilerie doit permettre de débiter des actions assez rapidement.

Concernant la régénération de la cocoteraie, les thèmes techniques à prendre en compte sont les suivants : inventaire et plan de gestion de la cocoteraie (association de feuillus, plantes de couverture), introduction de nouvelles variétés dont les fruits sont riches en coprah, lutte contre les parasites et plantes invasives. La valorisation de l'huile de coprah est tributaire de l'amélioration des procédés de production et de conditionnement. La valorisation des « sous-produits » de l'huile pour la production d'aliments pour cochons nécessite une étude du mix et des besoins de compléments. Le développement de plantes associées sera également étudié (manioc et patate douce) pour l'alimentation animal.

Plusieurs conditions sont nécessaires à la réussite de cet axe :

- Le Conseil Territoriale des Femmes (CTF) a un rôle historique dans la production d'huile et dans la gestion de l'huilerie. Le statut d'association de l'huilerie pourrait évoluer vers la création d'une SEM (Société d'Economie Mixte) et les moyens matériels et humains devront être renforcés en collaboration avec le CTF
- La filière locale d'aliments du bétail devra être protégée en fonction de son développement par une revalorisation progressive des taxes sur les aliments importés
- Utiliser les médias pour lancer des campagnes de promotion (sur les appuis disponibles, sur les produits du Fenua et sur la valorisation des ressources et du patrimoine local)

Propositions d'actions RITA

Hubert De Bon, coordinateur du projet pour le CIRAD, expose les propositions d'actions concrètes du RITA. Il présente pour chaque action : le contenu technique, les opérateurs locaux identifiés et les appuis extérieurs possibles.

Approvisionnement en produits frais du territoire (Axe 1)

Actions	Structure locale potentiellement porteuse	Mission d'appui
Etude de marché et coûts de production	CCIMA, STARP, STSEE	Mission d'appui CIRAD
Accompagnement technique		
Entomologie fruitière, maraîchère, vivriers (inventaire, auxiliaires)	CCIMA, STARP	Mission d'appui IAC
Techniques de pépinières fruitières, parcelles pilotes	STARP, EPNEFPA	Missions d'appui IAC - visite à IAC
Lutte contre maladies telluriques (diagnostic sur cultures vivrières)	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD?)
Collection vivrières (taro, igname, manioc, patate douce) - introduction, multiplication, statut phytosanitaire	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD?)
Gestion de la fertilité (engrais vert, compost, azolla)	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS?)

Valorisation des produits du Territoire (axe 2)

Actions	Structure locale potentiellement porteuse	Mission d'appui
Lutte contre Oryctes rhinoceros	STARP	Mission d'appui (à identifier)
Remise en marche de l'huilerie	STARP, CTF	
Equiper pour production de produits frais issus du coco	STARP, CTF	Mission d'appui CIRAD
Etude de la ration alimentaire pour élevage de porc à base de coco (+ patate douce) - équipement	STARP, CCIMA	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD?) ITP)
Tests de petits équipements pour installation TPE de transformation de fruits et tubercules (jus, chips)	STARP, CTF, CCIMA, EPNEFPA	

Autres actions

Antoine BERTON animateur local du RITA Wallis et Futuna présente les actions parallèles. L'organisation d'un colloque sur l'agriculture durable est prévue pour la fin d'année 2014. Le projet vise avant tout à faire bénéficier le Territoire des îles Wallis et Futuna d'une expertise régionale dans sa démarche de développement durable du secteur primaire. En complément, il permettra de renforcer l'intégration des territoires francophones du Pacifique

dans les réseaux institutionnels largement dominés par les pays anglophones. Ce colloque vient aussi en appui à l'élaboration d'une politique de développement durable de l'agriculture à Wallis et Futuna. Pour cette raison, il est important qu'il se tienne en 2014.

Prévu initialement pour se tenir en septembre, il est finalement repoussé en novembre ou décembre 2014 faute de moyens humains disponibles. Ce projet est porté par l'EPNEFPA (Établissement public national d'enseignement et de formation professionnelle agricole) de Wallis et Futuna qui a reçu des fonds du Fond Pacifique.

Un budget du colloque est présenté à l'oral :

Bailleur de Fond	Budget demandé	Budget obtenu
CIOM (RITA)	32 000 €	32 000 €
Fond Pacifique	47 000 €	30 000 €
OGAF	10 000 €	10 000 €
EPNEFPA	5 000 €	5 000 €
TOTAL	94 000 €	77 000 €

Le budget initialement prévu est diminué de 17 000 €.

Des déplacements de l'animateur (à Fidji et en Nouvelle-Calédonie) sont prévues afin d'organiser les missions d'appui dans le cadre du RITA et de rencontrer les personnes ressources pour l'organisation du colloque.

Situation budgétaire

Antoine BERTON poursuit en présentant un tableau des dépenses engagées et disponibles :

A Wallis & Futuna	Budget	Dépenses
Durée : 12 nov 2013 - 11 nov 2015		
Budget initial	350 000 €	
Montant des dépenses engagées au 22 mai 2014		135 700 €
Honoraires gestion du CIRAD		6 600 €
Animation scientifique et technique du projet		16 500 €
Missions de cadrage (mai 2014)		32 600 €
Participation à l'organisation du colloque		32 000 €
Animateur RITA W&F		48 000 €
Disponible	214 300 €	

Ressources humaines disponibles

Présentation du dispositif en réseau :

L'animateur local du RITA Wallis et Futuna est Antoine BERTON sous contrat avec l'EPNEFPA. Les différents bureaux du STARP et l'antenne de Futuna sont prêts à apporter leur expertise sur les questions qui les concernent en appui à ce projet. Néanmoins, la question du remplacement du responsable du Service Formation et Développement (SFD) se pose. En effet, une grande partie des projets du STARP dont le RITA et le colloque avait été monté par Pascal IRZ, ancien responsable du service SFD. Localement, la CCIMA et l'EPNEFPA apporteront leurs appuis.

Les appuis extérieurs au territoire pourront venir d'organismes tels que la CPS (Secrétariat général de la Communauté du Pacifique), l'IAC (Institut Agronomique Néo-Calédonien) et le CIRAD.

La présentation des axes de travail fait ensuite place aux débats.

La vie religieuse et coutumière

SAATULA trouve que c'est un bon projet notamment sur l'aspect amélioration du revenu des ménages. Il précise que la mission catholique récolte beaucoup d'argent auprès de la population futunienne et que cette démarche est encouragée par les chefs coutumiers. C'est un handicap lourd pour la population.

ULUIMONUA complète ces remarques et affirme que la participation financière à la vie coutumière et à l'église est bénévole. Il n'y a jamais d'obligation à donner de l'argent, il s'agit toujours de dons volontaires.

M. HANISI (Président de l'Assemblée Territoriale) conclut le débat en disant que les deux chefs ont raison. Il existe des contraintes et une obligation morale vis-à-vis de la chefferie. De plus, la vie des Wallisiens et Futuniens est très cadrée par la religion.

Pour finir, ULUIMONUA explique que les dernières réunions avec le LLEVELUA ont visées à limiter l'impact de la coutume sur les ressources monétaires de la population. Lors des fêtes coutumières, la taille des cochons doit être diminuée et les gens doivent pouvoir vendre leurs cochons.

L'économie à Wallis et Futuna

M. AUBOUIN explique que les biens produits à Wallis et Futuna sont réparties en deux strates : l'économie marchande et les échanges qui servent à l'ensemble de la population. Nous ne sommes pas dans une économie monétaire mais dans une économie de l'échange. Toute la difficulté est de faire le lien entre ces deux strates mais jusqu'à présent, toutes les tentatives se sont conclues par des échecs. Il y a un problème de relation à l'argent, les Wallisiens ne sont pas dans le besoin. Le système commercial est difficile à expliquer. A Futuna par exemple, il n'y a pas de système bancaire : très peu d'argent circule.

Les moyens humains

Il faut prendre en compte le facteur humain. Une autorité suffisante, qui doit aussi venir de la chefferie, est nécessaire. Le Préfet remarque que les failles sont souvent liées aux Hommes et à la capacité à trouver les acteurs qui s'engagent sur le moyen terme. Cela demande un engagement financier qui n'est pas facile à trouver.

Il y a peu de porteurs de projet. L'idée de Monsieur le Préfet est d'inventer des contrats qui permettent d'embaucher des jeunes pour venir en appui des projets en parallèle du plan de formation des jeunes. Nous pourrions peut-être récupérer des jeunes qui finissent l'armée pour monter des projets.

M. ROBIN (Directeur du LPA) insiste sur le fait les jeunes baccalauréats ne restent pas à Wallis et Futuna à cause de l'image négative que véhiculent parfois les métiers de l'agriculture à Wallis et Futuna. M. le Préfet précise qu'il existe aussi des freins à l'installation des jeunes : l'accès au foncier et aux prêts financiers.

Zoom sur les actions RITA

M. MALAU exprime une impression de déjà vu en ce qui concerne la présentation qui vient d'être faite. Il espère que les choses vont se concrétiser et que le RITA viendra en appui pour pérenniser les actions engagées. Le travail sur la transversalité entre les filières est bien engagé avec le RITA.

La question de la gestion de l'*Oryctes rhinoceros* est soulevée par M. AUBOUIN. M. MALAU explique que c'est Cochereau, P. qui a installé la démarche de lutte contre ce ravageur avec des champignons entomopathogènes, des virus ou encore par piégeage massif. Le dispositif technique est donc disponible, mais la cocoteraie est abandonnée

et le ravageur se développe. Il y a aussi un problème de ressources humaines pour mener à bien le suivi du ravageur. La population de Wallis et Futuna doit avoir un intérêt à suivre l'évolution de ce ravageur et à lutter contre lui.

En réponse à la première remarque de M. MALAU, Bruno LOSCH rappelle que la plupart des actions techniques ont en effet déjà été proposées sur le Territoire. Il fait référence à la base de données réalisée par le STARP qui contient un millier de références. En revanche, ce qui a toujours manqué est d'articuler les actions techniques avec des actions liées à la mise en marché (organisation de la commercialisation, régulation des volumes importés et politique tarifaire, valorisation des produits) et des actions de promotion du secteur primaire et de ses activités, qui nécessitent un engagement des politiques, de la chefferie et de l'administration.

Amalia FOTOFILI ajoute que la valorisation du secteur primaire pour les jeunes, passe en partie par une meilleure promotion des produits locaux. Les outils de communication doivent promouvoir les productions et producteurs locaux. C'est un aspect nouveau que n'avaient pas pris en compte les autres projets mis en place à Wallis et Futuna jusqu'à ce jour.

M. le Préfet explique que cela existe en Polynésie Française. Une demande de dépôt de marque est en cours auprès de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) pour un label Wallis&Futuna. Des productions agricoles, telles que le taro violet de Futuna, doivent être labélisées.

Point sur le colloque

M. LABROSSE (Chargé de Mission pour la Recherche et la Technologie pour le territoire de Nouvelle-Calédonie et le territoire des Iles Wallis et Futuna) précise que le mois de novembre pourrait être compliqué pour organiser le colloque à Wallis et Futuna. En effet, au cours de ce mois est prévue la tenue d'un colloque en Nouvelle-Calédonie organisé par l'IAC et SERA (the Society for Ecological Restoration Australia).


M. LABROSSE poursuit en indiquant que 2014 est l'année de l'agriculture familiale. Cela peut être l'occasion d'avoir des échanges avec d'autres pays, sans se limiter à la région pacifique. Bruno LOSCH informe que le CIRAD a été le principal opérateur du gouvernement pour la préparation de l'Année internationale de l'agriculture familiale. De nombreuses publications ont été réalisées et une exposition itinérante a notamment été lancée lors du salon de l'agriculture. Cette exposition gérée par l'Institut de France pourrait venir à Wallis lors du colloque « Une agriculture durable au service de la population ».

Aucune objection n'ayant été formulée sur les actions identifiées, le comité de pilotage n°2 du RITA valide les recommandations, axes de travail et propositions d'actions présentés par la mission de cadrage du CIRAD.

Le Préfet,
Administrateur Supérieur

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur
et par délégation
le Secrétaire général

Pierre SIMUNEK





Mise en route du projet RITA à Wallis-et-Futuna

Mission de cadrage et de programmation

Du 10 au 25 mai 2014



**Hubert de Bon
Bruno Losch
Juin 2014**

Sommaire

Remerciements	3
Contexte et objectifs de la mission	4
Le rapport Bastié	4
Les réseaux d'innovation technique et de transfert agricole (RITA)	5
Déroulement de la mission	5
Le contexte socio-économique de Wallis-et-Futuna.....	6
Axes d'intervention et actions proposés.....	7
Axe 1 : Amélioration de l'approvisionnement en produits frais	8
Etude de marché et coûts de production des filières de produits frais	10
Entomologie des cultures fruitières, maraîchères, vivrières (inventaire, auxiliaires).....	10
Techniques de pépinières fruitières, parcelles pilotes.....	10
Lutte contre maladies telluriques (diagnostic sur cultures vivrières)	10
Collections vivrières (taro, igname, manioc, patate douce) - introduction, multiplication, statut phytosanitaire	11
Gestion de la fertilité (engrais vert, compost, azolla)	11
Axe 2 : Valorisation des produits du territoire.....	12
Lutte contre <i>Oryctes rhinoceros</i>	13
Remise en marche de l'huilerie	13
Equipements pour la production de produits frais issus du coco	14
Etude de la ration alimentaire à base de coco pour l'élevage de porcs	14
Tests de petits équipements pour l'installation de TPE de transformation de fruits et tubercules (jus, chips).....	14
La réalisation d'un colloque	15
Conclusion	15
ANNEXES.....	16
Termes de références.....	17
Calendrier de déroulement de la mission	19
Les personnes rencontrées	22
Acronymes.....	23
Documents consultés	24

Tableau 1. Liste des actions proposées pour l'axe Approvisionnement en produits frais du territoire . 9

Tableau 2. Liste des actions proposées pour l'axe Valorisation des produits du Territoire 13

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont permis de réaliser cette mission dans les meilleures conditions : les autorités de l'administration supérieure, les chefferies, les élus de l'Assemblée territoriale, ainsi que le personnel des services de l'Etat, à Wallis et à Futuna, les agents du Service territorial de l'agriculture, de la pêche et de la forêt, la direction et les enseignants de l'EPNEFPA de Wallis-et-Futuna, la CCIMA, le Service territorial de la statistique et des études économiques et le Service de l'environnement.

Nous tenons aussi à remercier tous les agriculteurs, éleveurs, forestiers et pêcheurs rencontrés qui ont bien voulu partager avec nous leurs diagnostics, leurs problèmes et leurs réflexions. Enfin, un grand merci à Antoine BERTON qui a organisé cette mission avec soin et efficacité.

Contexte et objectifs de la mission

Une convention a été signée le 15/11/2013 entre le CIRAD et le Territoire des îles Wallis-et-Futuna pour l'appui technique et scientifique en vue de créer un dispositif d'innovation et de transfert de technologies agricoles (RITA) au sein de la collectivité d'Outre-mer de Wallis et Futuna. Ce projet a été lancé suite à la mission de M. J.-P. BASTIE du ministère de l'agriculture en avril 2013. Des contacts initiaux ont été établis par M. P. IRZ à Montpellier et à Paris avec le CIRAD pour engager les premières réflexions de travail et organiser le premier comité de pilotage. Conformément au premier comité de pilotage du 8 janvier 2014, cette mission de cadrage a été réalisée par deux chercheurs du CIRAD à Wallis- et-Futuna, MM. de BON, agronome, et B. LOSCH, économiste, du 11 au 24 mai 2014.

Cette mission de cadrage avait pour but de préciser le diagnostic du secteur primaire, d'aider à la formulation des besoins d'appui et des questions de recherche par les différents partenaires du projet et de définir des actions de recherche-développement à mettre en œuvre sur la période 2014-2015, en s'inspirant des réseaux d'innovation et de transfert agricole (RITA). Une attention particulière devait être portée à la petite agriculture familiale, à l'autoconsommation et aux échanges coutumiers et à la pluriactivité, ainsi qu'à la gouvernance des ressources naturelles

Outre les visites de terrain chez les agriculteurs, les rencontres avec les élus, la haute administration et les services techniques, la mission devait s'appuyer sur le rapport « *Contribution à l'élaboration d'un plan pluriannuel pour le secteur primaire (agriculture, pêche, forêt) à Wallis et Futuna* » (J.-P. BASTIE, 2013) et sur le travail de capitalisation mis en œuvre par le Service de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (projet Base documentaire). Elle devait aussi prendre en compte la mise en route prochaine d'une enquête agricole (juillet 2014), ainsi que la réalisation du colloque « agriculture durable » (prévu initialement en octobre 2014) afin de préciser les actions à mettre en œuvre pour améliorer les conditions d'un développement endogène à Wallis-et-Futuna (voir les TdR en annexe).

Le rapport Bastié

La mission de J.-P. Bastié, haut fonctionnaire du ministère de l'agriculture, a eu lieu en avril 2013. Elle a donné lieu à un rapport qui a été très apprécié par les autorités et les élus à Wallis et Futuna et a permis de lancer la discussion sur le futur du Territoire et la place du secteur primaire (activités agricoles, d'élevage, de la pêche et du bois). Les axes stratégiques identifiés ont été : (i) le pilotage à long terme du développement du secteur primaire ; (ii) l'accompagnement de ses acteurs ; (iii) la mobilisation des ressources en matière de formation, recherche et développement.

Le diagnostic organisé autour d'une approche par filière, insistait sur les points suivants :

- filière porcine : absence de filière commerciale, un groupement d'éleveurs depuis 2011, une provende onéreuse et importée, pas de filière charcutière, pas d'atelier naisseur ;
- filière volailles : existence d'une petite activité de poules pondeuses, basée sur les importations de poussins et de l'aliment ;
- secteur bois et forêt : présence de plantations forestières de *Pinus caribea* âgée de 40 ans environ et d'une scierie fonctionnelle ;
- secteur pêche : existence d'une flottille de moins de 20 bateaux avec des ressources de proximité très surexploitées, d'un chalutier caractérisé par une exploitation aléatoire, mais surtout une exploitation illégale des ressources hauturières et des importations de poisson visibles dans les magasins de distribution.
- secteur vivrier : une pratique généralisée chez l'ensemble des ménages du Territoire mais sur une base essentiellement non marchande (principalement : coco, manioc, taro, kapé, plantains, bananes, igname, patate, et vergers).

- secteur maraîcher : une filière embryonnaire avec deux à trois exploitants spécialisés qui emploie 16 personnes.

La mission actuelle correspondait au programme III-1 du rapport de JP BASTIE, à savoir l'établissement d'une convention de recherche avec des organismes de recherche pour créer un dispositif d'innovation et de transfert agricole (RITA) en s'appuyant sur le Lycée professionnel agricole (LPA)¹. Le rapport proposait que l'exploitation agricole soit une plateforme de recherche, de formation et de développement pour :

- créer des références technico-économiques pour Wallis-et-Futuna,
- favoriser les transferts de techniques et les synergies entre acteurs locaux,
- faire le lien avec le monde de la recherche,
- donner une image positive de l'agriculture.

Il proposait alors trois axes d'intervention pour ce dispositif RITA : établir des conventions de collaboration avec des organismes de recherche, mettre en place un projet pilote d'alimentation porcine sur le site du LPA, réaliser un programme de R-D dans la filière forêt-bois et l'arboriculture.

Les réseaux d'innovation technique et de transfert agricole (RITA)

Les dispositifs de type Réseau d'innovation technique et de Transfert agricole sont au départ destinés aux DOM. Ces dispositifs issus du CIOM en 2009 correspondent pour un DOM, à la mobilisation et la coordination des différents acteurs du monde agricole : les instituts de recherche, la Chambre d'agriculture, les Centres de formation, les Centres techniques. Ils sont au service des producteurs et doivent mener des actions en lien direct avec le développement socio-économique des filières de production locales.

Ces dispositifs ont été mis en place à la Réunion, en Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane et à Mayotte. Ils sont animés par l'ACTA et le CIRAD à la suite des Etats généraux de l'Outre-Mer en 2011 (voir le site www.rita-dom.fr/). Les thématiques sont très variables d'un département à l'autre : diversification des filières d'élevage à Mayotte, références agronomiques des filières végétales à la Réunion, innovation végétale en Guyane, innovations variétales en tubercules en Guadeloupe et à la Martinique... Ce type de dispositif pourrait inspirer un système proche à mettre en place à Wallis-et-Futuna en sachant que l'environnement économique et institutionnel local y est différent.

Déroulement de la mission

Accueillis par Antoine BERTON, animateur du projet RITA à Wallis-et-Futuna, les missionnaires ont rencontré : la haute administration du territoire, les chefferies coutumières de Wallis et de Futuna, l'assemblée territoriale, plusieurs services de l'administration du territoire, ainsi que des producteurs maraîchers, des pêcheurs, des éleveurs de cochons et de volailles, l'exploitant de la scierie et des commerçants (voir annexe).

La mission, qui s'est déroulée à la fois à Wallis et à Futuna, a été caractérisée par des rencontres d'une grande franchise qui ont permis des échanges fructueux. Les missionnaires ont été accompagnés dans tous leurs déplacements par Antoine BERTON. Pour la visite à Futuna, ils étaient

¹ Le lycée professionnel agricole de Wallis et Futuna et son exploitation agricole font partie de l'EPNEFPA de Wallis et Futuna.

également accompagnés par Soane KANIMOA, responsable du bureau des productions végétales du STARP, et ont pu s'entretenir de façon approfondie avec le président de la commission de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de l'Assemblée Territoriale, M. Eselone IKAI, en visite sur l'île.

La mission s'est terminée par la présentation des propositions d'action au second comité de pilotage du projet RITA, le dernier jour de la mission, en présence de Monsieur le Préfet. Cette réunion a été précédée d'une réunion sur la préparation du plan pluriannuel de développement durable du secteur primaire.

Le contexte socio-économique de Wallis-et-Futuna

Les îles sont caractérisées par un grand isolement, une petite taille, une dépendance croissante aux importations, un modèle économique basé principalement sur les transferts et la dépense publique, et par un rôle important de la chefferie traditionnelle et de la religion qui régissent de nombreuses activités économiques et sociales.

Après une longue période de croissance démographique, la baisse de la natalité et le départ massif des jeunes vers la métropole et surtout la Nouvelle-Calédonie, faute de perspectives en matière d'emploi, se traduisent par une baisse de la population (autour de 12 000 personnes aujourd'hui contre 15 000 en 2003). Les inégalités économiques sont élevées (avec un indice de Gini de l'ordre de 0,5) et s'expliquent d'une part par les écarts entre les actifs bénéficiaires d'un emploi salarié (53% en 2008) et les autres et, d'autre part, par les différences de salaires entre les nombreux petits emplois à temps partiel (le SMIG temps plein s'élevait à 89.149 CFP en 2013) et ceux de la fonction publique d'Etat.

Le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, produits de la forêt) est ambivalent à Wallis-et-Futuna. D'un côté, ce secteur est peu intégré à l'économie de marché, avec une commercialisation des produits très limitée et un faible dynamisme. De l'autre, le secteur occupe un rôle central dans l'économie familiale et la vie sociale des Wallisiens et Futuniens. En effet, la plupart des ménages sont pluri-actifs et 80 % d'entre eux ont une activité liée au secteur primaire et autoconsomment la majeure partie de leur production (consommation directe ou dons) : 55 % des dépenses alimentaires des ménages sont non-monétaires (chiffres de 2005, source STSEE).

Pourtant, malgré cette importance dans l'économie locale, les produits du secteur primaire et de l'agro-alimentaire représentent aujourd'hui de l'ordre de 35 % des importations en valeur (hors produits pétroliers) et les importations ont progressé de plus de 20% au cours des dix dernières années. Cette tendance affecte de plus en plus les modes de consommation et d'alimentation de la population, dont les changements sont porteurs de déséquilibres au niveau des rapports sociaux mais aussi de la santé humaine (augmentation des facteurs de risque liés au diabète, à l'obésité et à l'hyper-tension) ; elle se traduit aussi par un désengagement progressif de certaines activités rurales avec un impact direct sur la gestion des ressources naturelles, comme l'atteste par exemple l'abandon de la cocoteraie.

Son importance et son évolution font du secteur primaire une priorité pour le territoire qui a décidé de préparer un plan pluriannuel de développement durable du secteur. Ce plan permettra de définir les réponses à apporter aux défis et de prévoir la place des activités primaires dans la future stratégie de développement 2017 – 2030, dont l'élaboration est prévue dans le cadre des travaux du Xème FED (2013-2017). La concertation de l'ensemble des acteurs du territoire permettra l'élaboration d'une vision partagée sur les évolutions souhaitables et ce processus sera alimenté par les activités mises en œuvre dans le cadre du projet RITA.

Axes d'intervention et actions proposés

Le rapport Bastié proposait de nombreuses interventions thématiques ciblées sur les différentes filières de production et sur la formation. Le parti pris par la mission de cadrage du projet RITA a été de repérer quelques axes d'intervention et de réduire le nombre des actions en sélectionnant celles à même d'offrir le maximum d'effet levier, à la fois en regard des moyens techniques et financiers disponibles, mais aussi de la situation du secteur primaire dans le contexte économique particulier du Territoire.

Les propositions reposent notamment sur un constat : les handicaps structurels de Wallis-et-Futuna liés à l'éloignement et les coûts des facteurs qui en découlent imposent d'opérer des choix réalistes qui excluent l'adoption d'objectifs ciblés sur l'augmentation des productions à des fins d'exportation. A l'exception de quelques produits de niche à haute valeur ajoutée pour lesquels l'accès aux marchés extérieurs est envisageable, l'avenir du développement du secteur primaire passe d'abord et en premier lieu par la satisfaction du marché intérieur et sa reconquête.

Dans cette perspective, du fait de l'étroitesse du marché local, les pouvoirs publics devront être attentifs à ne pas sous-estimer les conséquences de certains choix techniques ou du soutien à certains projets économiques par des appuis financiers qui pourraient s'avérer contre-productifs. Il s'agit en effet de ne pas se tromper de modèle de développement ; car une agriculture moderne et capitaliste promue par quelques porteurs de projets pourrait rapidement saturer le marché local au détriment de la mise en œuvre d'une approche intégrée des activités rurales au service d'un développement territorial durable impliquant le plus grand nombre – sans sous-estimer bien évidemment les contraintes de viabilité économique.

Ainsi, deux axes principaux d'intervention sont proposés dans le cadre du projet RITA : (1) l'amélioration de l'approvisionnement en produit frais ; et (2) la valorisation des produits du territoire.

Ces deux axes sont complémentaires et représentent des leviers potentiels pour :

- relancer le développement des activités du secteur primaire et renforcer l'économie locale,
- améliorer les revenus des ménages et diminuer les dépenses monétaires,
- diminuer la dépendance aux importations,
- développer l'exportation de certains produits de niche,
- valoriser et gérer les ressources naturelles de façon durable.

Au regard des nombreuses interventions passées sur le Territoire, il apparaît cependant que le succès des actions proposées dans le cadre du projet RITA devront nécessairement articuler plusieurs dimensions :

- La dimension technique bien sûr, qui est le cœur de l'approche des RITA par l'innovation, le transfert et l'accompagnement des acteurs locaux.
- La dimension « régulation de marché », qui est indispensable pour permettre la viabilité des filières de production locale : si les pouvoirs publics et les autorités locales souhaitent maintenir et développer le tissu économique du Territoire et les activités primaires en particulier, elles doivent mobiliser les possibilités offertes par le cadre réglementaire et fiscal. Il s'agit notamment d'organiser un minimum de protection des filières de produits locaux par un recours circonstancié à la fiscalité douanière et aux contingentements, tout en prenant en compte les intérêts des consommateurs, ce qui renvoie également à la réglementation sur les marges commerciales. Cette approche nécessite évidemment une concertation entre les opérateurs (agriculteurs, pêcheurs, commerçants, importateurs et distributeurs...) et les pouvoirs publics.

- La dimension « statut et image de marque » : un des handicaps constatés des activités primaires est leur perte de statut, en tout premier lieu au niveau des jeunes. Les activités primaires sont perçues comme des activités du passé et de repli, faute de mieux, pour ceux qui n'ont pas trouvé à accéder à d'autres types d'emploi ou de revenus. Certains produits du cru sont aussi progressivement déclassés par rapport aux produits importés – à l'exception notable des produits liés aux échanges coutumiers. Il existe donc un enjeu essentiel de réhabilitation des activités primaires et de l'image de marque des produits locaux. Cette réhabilitation passe par des actions de communication et de promotion et nécessite la mobilisation et un engagement effectif des politiques, de l'administration (Assemblée Territoriale, Chefferie, Administration supérieure, services techniques,) mais aussi des autorités religieuses.

Axe 1 : Amélioration de l'approvisionnement en produits frais

Parmi les produits frais consommés sur le Territoire, il existe des marges de progrès en matière de développement des filières légumes, fruits, tubercules et produits de la mer. Ces produits sont largement autoconsommés et faiblement commercialisés ; ils concernent aussi de l'ordre de 20% des importations agricoles et alimentaires (en valeur). Une reconquête partielle de la part de marché importée est un objectif réaliste pour les produits substituables qui sont d'abord les produits frais.

Pour les produits carnés, les besoins en viande de bœuf et de volaille sont couverts par les importations et un développement de filières locales est difficilement envisageable, principalement pour des questions de coût (faiblesse des prix sur le marché international). Les besoins en viande porcine sont globalement couverts par les élevages locaux, traditionnels ou améliorés, et les circuits coutumiers. L'idée d'une valorisation par une petite transformation locale reste à débattre et pose des questions sanitaires et de faisabilité technique et économique qui invitent à ne pas retenir d'actions spécifiques à ce stade. A noter l'existence d'une production locale d'œufs (Kafika Farms) qui couvre 80% des besoins.

L'approvisionnement en produits frais (végétaux et de la mer) concerne deux catégories de producteurs : quelques professionnels d'une part, et beaucoup de semi-professionnels et vendeurs occasionnels d'autre part. La démarche proposée par le projet consiste à connecter les vendeurs occasionnels au marché et à utiliser cette liaison pour mettre en place un accompagnement technique spécifique.

L'axe 1 peut se décliner en plusieurs thèmes techniques :

- la mise en place d'une structure de collecte régulière : un des principaux problèmes rencontrés est la difficulté d'écoulement des produits dans la mesure où la distribution est directement liée aux importateurs. Le marché hebdomadaire de Mata Utu est relativement nouveau et encore fragile et n'est approvisionné que par quelques producteurs maraîchers. Cette structure de collecte s'appuierait évidemment sur la dynamique du marché. Elle pourrait comprendre un local contigu disposant d'une petite capacité de stockage avec chambre froide. Cette structure dont la viabilité et les modalités de gestion devront être identifiées permettrait un groupage et un écoulement des produits. La CCIMA pourrait jouer un rôle mais une implication temporaire de l'administration permettrait de garantir et consolider les premières années d'exploitation.

- L'organisation de l'écoulement des produits : la structure de collecte aurait aussi vocation à organiser l'écoulement par la recherche de différents débouchés auprès de la commande publique (cantines des écoles, hôpitaux) et de la distribution (supermarchés et petits commerces). Une expérimentation de transformation en jus de fruits frais, chips, confitures, etc. pourrait être envisagée. Une commande publique orientée vers des produits locaux et diversifiés pourrait faire partie d'un programme sur les aspects santé et qualité de l'alimentation, mais aussi participer à la promotion des produits du terroir.

- L'organisation d'appuis techniques sera proposée pour accompagner les producteurs qui utiliseront le dispositif de collecte et de commercialisation : démonstrations, groupes de référence, conseil technique et de gestion, diffusion de matériel végétal adapté aux conditions pédoclimatiques du territoire, identification et lutte contre les maladies et ravageurs présents sur les cultures... Ce dispositif d'appui sera formalisé et développé ultérieurement sur la base des premiers résultats en matière d'organisation de la collecte et de la commercialisation.

Ces thèmes techniques articulés ne pourront être mis en œuvre avec succès que si l'environnement de marché est amélioré. Cette évolution passe par une régulation du marché local et notamment celle des importations. Un dispositif de gestion des importations impliquant les différents opérateurs, la CCIMA et l'administration – à l'instar de la « commission flux et cotations » de la Nouvelle-Calédonie – serait une option pour réguler les volumes d'importation en fonction de la production de fruits et légumes attendue localement.

Dans un effort de cohérence et d'efficacité, les aides apportées par le Territoire devront à l'avenir être absolument conditionnées à des objectifs d'approvisionnement effectif du marché local (« pas de subventions sans approvisionnement »).

Enfin, les médias locaux (télévision et radio) devront être mobilisés pour lancer des campagnes de promotion sur la qualité des produits du Fenua et sur l'importance de « consommer pays ». Ces campagnes devront aller de pair avec la promotion et la valorisation des métiers du secteur primaire afin de mettre en avant l'importance du travail des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs pour le développement de l'économie locale, la valorisation des ressources, ou encore l'entretien des paysages et du lagon.

Les différentes actions proposées sont récapitulées dans le tableau 1.

Tableau 1. Liste des actions proposées pour l'axe Approvisionnement en produits frais du territoire

Actions	Structure locale potentiellement Porteuse	Mission d'appui
Etude de marché et coûts de production	CCIMA, STARP, STSEE	Mission d'appui CIRAD
Accompagnement technique		
Entomologie fruitière, maraîchère, vivriers (inventaire, auxiliaires)	CCIMA, STARP	Mission d'appui IAC
Techniques de pépinières fruitières, parcelles pilotes	STARP, EPNEFPA	Missions d'appui IAC - visite à IAC
Lutte contre maladies telluriques (diagnostic sur cultures vivrières)	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD?)
Collection vivrières (taro, igname, manioc, patate douce) - introduction, multiplication, statut phytosanitaire	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD?)
Gestion de la fertilité (engrais vert, compost, azolla)	STARP	Mission d'appui à identifier (CPS?)

Etude de marché et coûts de production des filières de produits frais

L'étroitesse du marché local implique d'avoir une bonne connaissance des volumes produits et de leur saisonnalité, des conditions de production (techniques utilisées et équipements, consommations intermédiaires et coûts), des stratégies de mise en marché des producteurs (que la commercialisation soit occasionnelle ou non)² et, enfin, d'avoir une meilleure information sur les réseaux d'importation et de distribution existants, mais aussi sur les pratiques et les stratégies d'achat des consommateurs. Une telle base de connaissance actualisée permettra de réfléchir aux options possibles en matière de régulation du marché local (politique de prix et taxes) et d'envisager un dispositif réaliste de collecte et commercialisation.

Entomologie des cultures fruitières, maraîchères, vivrières (inventaire, auxiliaires)

Les ravageurs (insectes et acariens) sont un des facteurs limitant le développement des cultures comme le montre l'importance des dégâts d'*Oryctes rhinoceros* pour le cocotier. Plusieurs diagnostics ont été faits, le dernier donnant un état des lieux bien actualisé sur les ravageurs des cultures fruitières en mentionnant quelques auxiliaires. Les visites au champ ont montré que les cultures maraîchères étaient globalement peu attaquées ; il y a donc un équilibre assez stable qui s'établit dans de nombreuses cultures. Il est essentiel de préserver cet équilibre « naturel ». Pour développer des techniques de lutte biologique, comme prévu dans le projet INTEGRE avec le réseau POEC Com³, il est nécessaire de faire un inventaire des ennemis naturels des ravageurs des cultures et des auxiliaires⁴. Il sera utile de compléter ce premier inventaire des auxiliaires.

Techniques de pépinières fruitières, parcelles pilotes

Les visites sur le terrain et les déplacements dans les deux îles ont montré de nombreuses espèces fruitières : ananas, papayer, bananier, corossolier, pomelos, citronnier, avocat, arbre à pain, carambole, goyavier... Ces espèces sont souvent spontanées et cultivées de façon assez extensive et leur écoulement est difficile. Il y a donc un potentiel de production important, peu valorisé et les produits trouvent difficilement le chemin des magasins. Un diagnostic similaire avait été fait par LEMERRE DEPREZ et MILLE (2012). Il importe de développer cette action, toujours en relation avec l'IAC, par le renforcement des pépinières existantes à Wallis et à Futuna ainsi que des deux parcs à bois à Wallis et à Futuna en parallèle aux actions de conseil aux producteurs arboriculteurs. Un verger-pilote pourrait aussi être installé au LPA.

Lutte contre maladies telluriques (diagnostic sur cultures vivrières)

Plusieurs champs de cultures vivrières ont été visités : taro dières en sec et en eau (Futuna), champs avec des cultures associées de kapé (*Alocasia macrorrhizos*), manioc, igname. Les difficultés de production du taro de Futuna (productivité) ont été mentionnées lors de la réunion de restitution, tout comme celle du kava (*Piper methysticum*). Il y a eu de nombreux travaux sur les cultures vivrières dans la zone Pacifique mais aussi spécifiquement à Wallis et Futuna (Claus et Lebot, 1999 ; Lebot 2013). Un inventaire des principales maladies des plantes dans le Pacifique a été conduit (Kohler et al., 1997). Le taro (*Colocasia esculenta*) est une plante très sensible au *Pythium sp.* qui se développe par les méthodes de multiplication traditionnelles. Toujours dans l'esprit de promouvoir une agriculture de type biologique qui correspond déjà aux méthodes traditionnelles, il est

² Ces différents thèmes devraient bénéficier des premiers résultats de l'enquête agricole 2014.

³ POET Com : Pacific Organic Ethical Trade Community

⁴ Ce travail pourrait commencer par une mission d'appui de l'entomologiste de l'IAC qui est déjà venu à Wallis-et-Futuna.

nécessaire de faire un inventaire des maladies sur les cultures vivrières pour établir un diagnostic des maladies d'importance économique. La personne –ressource à identifier pour cet inventaire devra avoir des compétences sur les maladies des plantes emblématiques de Wallis-et-Futuna, le taro et le manioc.

Collections vivrières (taro, igname, manioc, patate douce) - introduction, multiplication, statut phytosanitaire

Le maintien des variétés locales d'espèces vivrières a été abordé dès le début de la mission lors de la rencontre avec la chefferie d'Uvéa. C'est un enjeu essentiel pour protéger le patrimoine végétal des îles⁵. Une telle approche nécessite : 1) le maintien d'une collection de plantes à multiplication végétative sans maladie *in vitro*⁶, 2) le maintien simultané d'une collection *in vivo* sur des parcelles dédiées qui répondrait plus particulièrement aux questions de la chefferie. Une telle approche impliquera cependant un engagement ferme sur le foncier du terrain et sur la prise en charge du personnel dédié à cette activité. L'effectif du STARP semble limité pour l'instant pour maintenir à la fois une collection *in vivo* et *in vitro*. 3) Après l'établissement d'une collection, la multiplication de matériel végétatif sain doit être entreprise. Cette étape implique nécessairement un diagnostic sanitaire du matériel qui sera multiplié, pour éviter de propager des virus ou autres champignons. 4) Enfin, la multiplication végétative pourra avoir recours à des techniques de multiplication *in vitro* ou à partir de microboutures. Un appui externe permettra de classer les actions à poursuivre par ordre d'importance en fonction des moyens.

Gestion de la fertilité (engrais vert, compost, azolla)

La gestion de la fertilité dans les systèmes de culture n'a pas été abordée spécifiquement dans les discussions. Ce sujet a déjà été étudié dans le cadre de la valorisation du lisier de porc⁷. Dans le projet européen INTEGRE, une composante est consacrée à ce thème avec la mise en place d'une plateforme de compostage au LPA. Le projet RITA pourrait apporter son appui à ce projet par la réalisation de tests sur des cultures vivrières au LPA et chez les agriculteurs ainsi que par la vérification de l'innocuité pour la santé humaine du produit utilisé. Par ailleurs, le STARP développe les parcs dits tournants pour l'élevage des porcs : avec cette méthode, au bout d'une à deux années, le parc d'élevage est transformé en jardin wallisien bénéficiant ainsi du travail de labour et des déjections de l'élevage porcin. D'après les visites de terrain, ce système semble apprécié. Il faudra aussi vérifier l'absence de risques pour la santé humaine, essentiellement pour les tubercules produits dans ce système. Enfin, une pratique utilisée en Asie depuis des millénaires pourrait être testée : il s'agit de la fertilisation des taro dières avec une micro-fougère *Azolla spp.*. Ce système a été testé à Hawaï (Ferentinos et al, 2002). Une évaluation des risques de l'introduction de l'azolla doit être conduite avec le service territorial de l'environnement.

⁵ Un laboratoire de culture *in vitro* existe au STARP, géré par M. Soane KANIMOA, qui n'a malheureusement pas pu être visité faute de temps.

⁶ Une telle collection existe a priori au centre de quarantaine de la CPS à Fidji. Dans le cas contraire, ce laboratoire serait prêt à s'y engager (Atoloto MALAU, communication personnelle). Une telle collection pourrait être doublée au laboratoire du STARP à Wallis.

⁷ Entre autres, trois missions ont été faites par J.-L. FARINET en 2001, 2004, 2005.

Axe 2 : Valorisation des produits du territoire

Cet axe sur la valorisation des produits propose de s'appuyer sur la réhabilitation de la cocoteraie. Par sa diffusion, celle-ci a une présence visible sur du territoire qui lui confère une dimension patrimoniale forte. Elle est reconnue comme telle par la chefferie qui souhaite promouvoir sa relance. Ses utilisations multiples potentielles (produits, produits dérivés, sous-produits) lui confèrent une capacité d'intégration unique articulant différentes activités et usages. Cette opération de valorisation portera sur la régénération des plantations de cocotiers, la valorisation du bois de cocotier, la valorisation de l'huile sous ses différentes utilisations et la valorisation des sous-produits (tourteaux). Elle bénéficiera d'une synergie avec le projet INTEGRE qui a aussi retenu l'objectif de valorisation de la noix de coco.

L'existence d'une petite huilerie (actuellement à l'arrêt) installée par le Conseil territorial des femmes constitue la pierre angulaire de cet axe d'intervention. Des essais de production d'huile de coco parfumée avec des plantes aromatiques de Wallis-et-Futuna ont été conduits et la commercialisation des produits a été réalisée sur le Territoire et en Nouvelle-Calédonie (où le Conseil territorial des femmes dispose d'un point de vente).

Si la régénération de la cocoteraie peut être engagée de façon autonome, sa rentabilité (et l'adhésion des propriétaires de plantations) est dépendante de la valorisation des noix (et du bois). Le rythme de relance de l'huilerie et son développement éventuel apparaissent ainsi comme une condition de mise en œuvre du programme et de l'intégration de ses différentes composantes : en amont la réhabilitation, puis la production d'huile sous ses différentes formes, et en aval la valorisation des sous-produits.

Le développement du programme devra ainsi suivre une approche progressive et modulaire à partir de l'huilerie. Les thèmes techniques proposés concernent :

- L'inventaire et la définition d'un plan de gestion de la cocoteraie : association de feuillus, plantes de couverture, introduction de nouvelles variétés à haute valeur en coprah, lutte contre les parasites et plantes invasives.
- La valorisation de l'huile de coprah et l'amélioration des procédés de production et de conditionnement. Elles permettront de consolider une niche de produits à haute valeur ajoutée destinés à l'exportation.
- La valorisation des « sous-produits » de l'huile pour la production d'aliments pour cochons : étude du mix et des besoins de compléments. Le développement d'une filière de production d'aliments permettra de créer de la valeur ajoutée locale, de contribuer à réduire les importations (l'aliment pour animaux représente de 10 à 15% des importations de produits agricoles et alimentaires), mais aussi d'améliorer les revenus des ménages qui consacrent de plus en plus de moyens à l'achat d'aliments importés.

Comme pour les actions prévues en matière d'approvisionnement en produits frais, la réussite de cet axe nécessitera :

- Une politique adaptée en matière de régulation et de protection du marché local, en particulier pour la production d'aliments du bétail. Sous réserve de sa viabilité économique, cette nouvelle filière devra être protégée en fonction de son développement par une revalorisation progressive des taxes sur les aliments importés, en gardant à l'esprit l'intérêt des éleveurs.
- Une mobilisation politique des responsables du Territoire ayant recours aux médias pour lancer des campagnes de promotion sur la cocoteraie, ses produits et la valorisation des ressources naturelles et du patrimoine local.

Les actions du projet RITA porteront dans un premier temps sur les thèmes suivants (tableau 2) :

Tableau 2. Liste des actions proposées pour l'axe Valorisation des produits du Territoire

Actions	Structure locale potentiellement Porteuse	Mission d'appui
Lutte contre <i>Oryctes rhinoceros</i>	STARP	Mission d'appui (à identifier)
Remise en marche de l'huilerie	STARP, CTF	
Equipped pour production de produits frais issus du coco	STARP, CTF	Mission d'appui CIRAD
Etude de la ration alimentaire pour élevage de porc à base de coco (+ patate douce) - équipement	STARP, CCIMA	Mission d'appui à identifier (CPS, IAC, CIRAD, IFIP ⁸ ?)
Tests de petits équipements pour installation TPE de transformation de fruits et tubercules (jus, chips)	STARP, CTF, CCIMA, EPNEFPA	

Lutte contre *Oryctes rhinoceros*

Le problème de ce ravageur a été abordé plusieurs fois pendant la mission et lors de la réunion de restitution. Suite à une question du Préfet, il a été rappelé que les démarches de lutte utilisant des champignons entomopathogènes, des virus ou encore le piégeage massif étaient connues⁹. Le dispositif technique est donc disponible, mais la cocoteraie est abandonnée et le ravageur se développe. Il existe un problème de ressources humaines au niveau des services techniques pour assurer le suivi et le contrôle du ravageur, mais la population de Wallis-et-Futuna devrait trouver un intérêt direct à suivre l'évolution du ravageur et à lutter contre lui. La conception et la mise en œuvre d'un programme de lutte sur la base des expériences acquises pourraient être retenues¹⁰ ; cependant cette activité ne devra être décidée que s'il y a un appui de tous pour relancer la cocoteraie. Un programme sur la régénération de la cocoteraie n'a pas été abordé pendant la mission. Cependant lors de la visite à Futuna, M. A. BACHA a souligné la nécessité de développer la plantation de cocotiers nains. Une fiche d'activité du projet INTEGRE mentionne la nécessité de mettre en place un plan de gestion de la cocoteraie. Ceci implique : choix des variétés, pépinières, re-plantation, entretien, récolte. Les initiatives de la chefferie d'Uvéa et la mise en route effective d'un tel programme de régénération seront des signaux clairs.

Remise en marche de l'huilerie

Plusieurs difficultés sont apparues lors de la phase expérimentale de l'huilerie, notamment le conditionnement des produits et la conservation de la qualité des huiles. L'huilerie a été arrêtée depuis plusieurs mois afin d'identifier un mode de fonctionnement plus opérationnel. Outre les

⁸ IFIP : Institut technique de Recherche et de Développement de la filière porcine

⁹ Rappels des travaux de P. COCHEREAU, entomologiste de l'IRD, par M. MALAU.

¹⁰ Une mission d'appui du Cirad est envisageable (L. OLLIVIER est une spécialiste du sujet).

problèmes technique à résoudre pour la remise en marche (réparation du matériel, organisation ergonomique du laboratoire, entretien des équipements, etc.), une réflexion sur ses modalités de gestion semble indispensable. La structure associative actuelle semble a priori peu adaptée à un développement significatif de l'activité, qui implique du personnel dédié, des équipements complémentaires, une capacité de gestion et de prospection. Ces attendus militent pour une évolution et une consolidation du statut et le recours à une intervention à titre provisoire de l'administration qui pourrait ainsi pérenniser et garantir un développement effectif. Les options de gestion devront être étudiées. Celle d'une SEM pourrait être envisagée : elle permettrait de marquer un appui politique fort des autorités et devrait intégrer les différentes parties prenantes, au premier rang desquelles le Conseil territorial des femmes et probablement la CCIMA.

Équipements pour la production de produits frais issus du coco

Les produits issus du coco sont nombreux ; plusieurs d'entre eux font l'objet de commercialisation dans les grandes surfaces du monde entier et ils sont aussi utilisés dans les recettes traditionnelles de Wallis-et-Futuna. L'amande fraîche permet d'obtenir : le lait de coco, la crème de coco, le coco râpé, les semis-confits de coco... Il est possible aussi de développer des produits nouveaux à base de friture. Plusieurs constructeurs d'Asie du sud-est (Thaïlande, Malaisie) ont mis au point des petits équipements de transformation. Il s'agirait, en accord avec les responsables actuels de l'huilerie, la CCIMA, le GDA, l'ENPFPA d'importer un ou deux de ces petits équipements et de les mettre en œuvre dans des conditions effectives de gestion permettant d'en assurer la maintenance, mais aussi de réaliser des démonstrations sur l'utilisation des différents produits frais. Un appui du CIRAD pour la définition des produits à diffuser, la prospection du matériel puis leur mise en œuvre est possible.

Etude de la ration alimentaire à base de coco pour l'élevage de porcs

Dans le Pacifique, le tourteau de coco et la noix de coco râpée ont depuis toujours été des aliments incorporés dans la ration alimentaire des porcs. Actuellement, cette pratique disparaît au profit de l'importation d'aliments prêts à l'emploi. Cette tendance empêche la valorisation de la cocoteraie et ampute les revenus des ménages de façon drastique. Le projet INTEGRE a inscrit cette thématique dans son programme d'actions et le projet RITA pourrait compléter le dispositif en finançant quelques-unes des activités. Le projet RITA pourrait aussi apporter son appui en mobilisant de l'expertise sur l'alimentation animale¹¹, en soutenant des voyages régionaux et l'achat de petits équipements. Cette action ciblée sur l'alimentation à base de coco pourra être complétée par l'introduction de patate douce à destination de l'alimentation des porcs. En effet, dans les pays asiatiques la patate douce est souvent cultivée pour son feuillage, avec des variétés à feuillage riche en protéine. L'introduction de ces variétés à Wallis-et-Futuna, via la quarantaine de la CPS à Fidji, offrirait un complément intéressant pour établir une ration alimentaire dépendant moins des aliments importés. La viabilité d'une filière locale de production d'aliments devra être étudiée en termes de capacité de production (fonction des approvisionnements en coco) et de coûts en regard du prix des aliments importés.

Tests de petits équipements pour l'installation de TPE de transformation de fruits et tubercules (jus, chips)

L'exploitation agricole de l'EPNEFPA est volontaire pour mettre en place un pilote de fabrication de jus de fruits. C'est un débouché intéressant pour les fruitiers présents à Wallis-et-Futuna. Certains, comme le prunier (ou prunier) de Cythère (*Spondias dulcis*), semblent peu connus pour leur usage en

¹¹Des experts Cirad mais aussi des experts internationaux, professionnels et scientifiques.

jus de fruits, confiture ou sorbet. En complément, quelques équipements pour une friture à base d'huile de coco pourraient aussi être testés sur les tubercules.

La réalisation d'un colloque

L'organisation d'un colloque sur l'agriculture durable a été retenue et fait l'objet d'une contribution du projet RITA. Ce colloque aura lieu du 24 au 28 novembre 2014.

Son objectif vise avant tout à faire bénéficier le Territoire des îles Wallis-et-Futuna d'une expertise régionale dans sa démarche de développement durable du secteur primaire. Il permettra également de renforcer l'intégration des territoires français du Pacifique dans les réseaux régionaux. Il permettra enfin de contribuer à l'élaboration d'une politique de développement durable de l'agriculture à Wallis-et-Futuna.

Le projet est porté par l'EPNEFPA (Établissement public national d'enseignement et de formation professionnelle agricole) de Wallis-et-Futuna et a reçu des fonds du Fond Pacifique. Il bénéficiera d'un appui technique de la CPS, de l'IAC et du Cirad.

Conclusion

Le projet RITA arrive à un moment particulier où le Territoire s'interroge sur sa politique de développement et doit faire face à des défis démographiques, économiques, environnementaux et sociétaux.

Le plus grand risque aujourd'hui pour les responsables politiques du Territoire et pour la société wallisienne et futunienne serait de laisser se développer un « scénario au fil de l'eau », qui verrait se poursuivre l'exode des jeunes, la dégradation du patrimoine naturel et le délitement du patrimoine culturel. Un scénario de reconquête serait de réinvestir les possibilités offertes par la valorisation des ressources et le développement d'une multifonctionnalité agricole et rurale au service d'un développement territorial durable et endogène favorisé par le contexte insulaire. Les contraintes géographiques pourraient alors être dépassées en mobilisant les ressources publiques offertes par l'appartenance à la République en s'appuyant sur une vision partagée des avenir possibles.

Une telle démarche implique d'organiser le débat local, de l'alimenter par une réflexion prospective et par la mise en œuvre d'innovations techniques, économiques et organisationnelles. C'est l'ambition du projet RITA d'y contribuer.

ANNEXES

Termes de références

Propositions pour la mission de cadrage du CIRAD 12 mai – 25 mai 2014

1. Positionnement et attendus

Conformément au Comité de pilotage du 8 janvier 2014 et en référence à la Convention du 15/11/2013 entre le Cirad et le Territoire des îles Wallis-et-Futuna¹², cette mission de cadrage réalisée par le Cirad a pour but de préciser le diagnostic, d'aider à la formulation des questions par les différents partenaires du projet et de définir des actions de recherche-développement qui seront mises en œuvre sur la période 2014-2015.

Sur la base des axes stratégiques identifiés par le Rapport Bastié de juin 2013 - à savoir (i) le pilotage à long terme du développement du secteur primaire (ii) l'accompagnement de ses acteurs (iii) la mobilisation des ressources en matière de formation, recherche et développement -, il s'agira de préciser les actions à mettre en œuvre pour améliorer les conditions d'un développement endogène à Wallis-et-Futuna.

Parmi les pistes d'ores et déjà identifiées figurent :

- Le renforcement des liens entre agriculture, développement local et marché
- L'évolution de l'exploitation agricole du Lycée professionnel agricole en plateforme d'expérimentation, formation et démonstration pour les professionnels
- Les expérimentations pour les productions animales, maraîchères, vivrières et fruitières et la filière bois
- L'évaluation de la ressource halieutique et la modernisation des techniques de pêche

La mise en œuvre des volets expérimentation s'inspirera des réseaux d'innovation et de transfert agricole (RITA).

Une attention particulière sera portée à la petite agriculture familiale, à l'autoconsommation et aux échanges coutumiers et à la pluriactivité, ainsi qu'à la gouvernance des ressources naturelles

Les discussions et la concertation avec les acteurs économiques, politiques et les représentants du monde rural permettront de confirmer, affiner et si besoin ajuster, les actions envisagées. Les échanges permettront notamment de partager les visions du développement du Territoire exprimées par les différents acteurs, la place accordée aux activités agricoles¹³ et rurales, et de mettre en évidence les convergences ou les éventuelles divergences sur le développement agricole et territorial durable de Wallis-et-Futuna.

La mission s'appuiera sur le travail de capitalisation mis en œuvre par le Service de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (projet Base documentaire). Elle prendra aussi en compte la mise en route prochaine d'une enquête agricole (juillet 2014), ainsi que la réalisation du colloque « agriculture durable » (octobre 2014) :

¹² Convention relative à « l'appui technique et scientifique en vue de créer un dispositif d'innovation et de transfert de technologies agricoles au sein de la collectivité d'outre-mer de Wallis-et-Futuna ».

¹³ Au sens large, c'est-à-dire agriculture, élevage, pêche et foresterie.

- L'enquête permettra une actualisation et une amélioration des connaissances du milieu agricole et rural et des compléments au questionnaire pourront éventuellement être suggérés.
- Le colloque fournira une opportunité d'approfondissement du débat sur le développement territorial durable en prenant appui sur les expériences de la sous-région.

Ces deux activités permettront de contribuer au pilotage du programme.

2. Réalisation de la mission

La mission Cirad travaillera en étroite collaboration avec les services de l'agriculture, de la forêt et de la pêche de l'Etat et du Territoire, avec l'animateur récemment recruté par le projet et avec le Lycée professionnel agricole.

Afin de mener à bien les activités, la mission rencontrera dans la mesure du possible, au niveau du Territoire et au niveau des districts :

- Les autorités administratives, politiques et coutumières ou leurs représentants
- Les chambres consulaires
- Les organisations professionnelles du secteur agricole et du monde rural
- Le Conseil territorial des femmes
- Des organisations de la société civile en particulier des associations de jeunes
- Des opérateurs économiques (producteurs, transformateurs, commerçants – dont importation et distribution -, organismes de crédit et micro-crédit, etc.)
- Les organismes de formation.

Ces entretiens permettront de préciser ou de compléter les activités d'ores et déjà envisagées. Les principales orientations d'action pourront éventuellement faire l'objet vers la fin de mission d'une concertation ouverte avec les représentants du secteur agricole et rural.

Les résultats de la mission et les recommandations pour la mise en route du programme d'activités seront soumis au deuxième Comité de pilotage qui sera organisé en fin de mission.

Calendrier de déroulement de la mission

Samedi 10 mai 2014

Trajet Montpellier – Paris - Tokyo

Dimanche 11 mai 2014

Arrivée Tokyo –trajet Tokyo - Nouméa

Lundi 12 mai 2014

Trajet Nouméa – Wallis – Arrivée à Wallis : accueil par Antoine BERTON

Déjeuner au Service territorial de l'agriculture (STARP) avec Bruno MUGNERET, Antoine BERTON, Soane KANIMOA

Rencontre avec la chefferie coutumière d'Uvéa (Premier ministre et ministre des affaires rurales)

Mardi 13 mai 2014

Discussion avec M. Pierre SIMUNEK secrétaire général de la Préfecture

Visite de la scierie, M. Folituu TAFIFI

Rencontre avec l'Assemblée territoriale : Petelo HANISI, Dominique VERGE, Eselone IKAI, Stefano TAFOLO

Mercredi 14 mai 2014

Discussion avec Mme Malia LIE, chef du bureau de l'élevage

Visite d'un producteur maraîcher à Lalofau

Discussion avec le secrétaire général de la Préfecture, M. Pierre SIMUNEK

Visite chez M. Christian WAAMEI, apiculteur et représentant syndical FO

Visite chez Monsieur le Préfet, Michel AUBOUIN

Discussion avec Hicham ALLAOUI et Emmanuel BLANCHARD (ADIE)

Jeudi 15 mai 2014

Réunion au STARP avec B. MUGNERET et A. BERTON,

Réunion au service territorial de la statistique et des études économiques avec JP. GOEPFERT, directeur, A. SOURD et JP. MAILANGI

Rencontre au STARP avec Amalia FOTOFILI, responsable du programme OGAF

Réunion avec l'équipe de la CCIMA

Visite de l'exploitation agricole de l'EPNEFPA (H. de Bon)

Rencontre avec M. Ataloto MALAU, direction de l'environnement (B. Losch)

Vendredi 16 mai 2014

Trajet Wallis Futuna – avion

Rencontre avec le groupement des pêcheurs de Futuna à l'antenne du STARP

Déjeuner avec M. Eselone IKAI (président de la commission Agriculture de l'Assemblée territoriale, en visite à Futuna)

Visite des deux terrains proposés pour la réalisation de parcelles d'expérimentation

Visite d'un producteur hors-sol de laitue, tomate, concombre

Cérémonie du Kava au village de Nuku

Samedi 17 mai 2014

Visites de 2 producteurs de volailles et d'un éleveur de cochon et producteur de fruitiers,

Déjeuner chez M. Abou BACHA, chef d'antenne du STARP

Documentation

Dîner chez le père Rafaele, paroisse de Sigave

Dimanche 18 mai 2014

Visite de deux supermarchés et relevés de prix

Visite de l'île, du wharf, retour des pêcheurs amateurs

Lundi 19 mai 2014

Rencontre avec les chefferies d'Alo et de Sigave

Rencontre avec M. l'Administrateur Délégué à Futuna, Dominiuqe FOSSAT

Déjeuner chez M. Baudry, élu de Futuna auprès de l'Assemblée territoriale

Visite de tarodières

Mardi 20 mai 2014

Trajet Futuna – Wallis par avion

Rencontre Pierre Mercier BIVAP – visite du Port et discussion avec le responsable du contrôle à la frontière

Visite au lycée agricole : rencontre avec la direction du LPA (Jean-Pierre ROBIN et Sakopo TOKOTUU), visite de l'exploitation agricole et rencontres avec les enseignants

Entretien avec M. Silino PILIEOKO, le directeur de la CCIMA (B. Losch)

Mercredi 21 mai 2014

Visite de KAFIKA FARMS, élevage de poules pondeuses

Rencontre avec la Déléguée aux droits de la femme – Mme Pipiena KELETAONA

Visite de l'huilerie

Rencontre avec General Import, Mme Julie Cadet-Marin (B. Losch)

Visite d'un élevage de cochons avec parc tournant (H. de Bon)

Déjeuner avec Atoloto MALAU (Service de l'environnement) et Pierre LABROSSE (CMRT)

Entretien avec Mme Sulia FOLOKA, service de coordination des politiques publiques

Entretien avec Patrick BONFILS, inspecteur de la jeunesse et des sports

Jeudi 22 mai 2014

Réunion à l'Assemblée territoriale avec MM. Dominique VERGE, Eselone IKAI, Stefano TAFOLO

Déjeuner avec le Président de l'Assemblée territoriale et les présidents de commission

Réunion au STARP : discussion des propositions d'actions de R-D à mettre en œuvre

Vendredi 23 mai 2014

Rencontre avec la direction du lycée agricole

Point avec le Secrétaire général, M. SIMUNEK

Réunion du comité de pilotage du Plan Pluriannuel de Développement du Secteur primaire, présidée par Monsieur le Préfet, à la préfecture

Réunion du 2^{ème} comité de pilotage du Projet RITA, présidée par Monsieur le Préfet, à la préfecture

Samedi 24 mai 2014

Visite du marché d'Aka'Aka

Visite d'une exploitation maraîchère à Malae

Départ sur Nouméa

Départ sur Tokyo (H. de Bon)

Poursuite de mission en Nouvelle-Calédonie (B. Losch)

Dimanche 25 mai 2014

Arrivée Montpellier (H. de Bon)

Les personnes rencontrées

Administration supérieure

Michel AUBOUIN, Préfet,

SIMUNEK Pierre, secrétaire général

Dominique FOSSAT, délégué du Préfet à Futuna

Assemblée territoriale

HANISI Petelo, Président de l'Assemblée Territoriale

IKAI Eselone, président de la commission Pêche, Agriculture, Forêt et Elevage

VERGE David, président de la Commission des finances

TAFONO Setefano, chargé de mission

Chefferies

Pasilite HENSEN, Uluimonua de la Chefferie d'Uvea

Michel MOEFANA, Vakalasi de la Chefferie d'Alo

Soane KAIKILEKOFÉ, Saatula de la Chefferie de Sigave

Services de l'Etat

KELETAONA Pipiena, déléguée aux droits de la femme

FOLOKA Sulia, service de coordination des politiques publiques et du territoire

BACHA Abou, chef de l'antenne du service de l'Etat de l'agriculture, de la forêt et de la pêche à Futuna

LABROSSE Pierre, chargé de mission Recherche et Technologie pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna

Service territorial de l'agriculture, de la pêche et de la forêt

MUGNERET Bruno, chef du service par intérim

KANIMOA Soane, chef de bureau des productions végétales

FOTOFILI Amalia, responsable OGAF

LIE Malia, chef du bureau de l'élevage

LE NEZET Erwan, chargé du suivi du secteur forestier

MERCIER Pierre, Bureau d'Inspection Vétérinaire, Animale et Phytosanitaire (BIVAP)

TUFELE Pesamino, agent technique Pêche (STARP Futuna)

OVAERTS Pascal, vétérinaire

EPNEFPA de Wallis et Futuna

ROBIN Jean-Pierre, directeur

TOKOTUU Sakopo, directeur adjoint

Chef de l'exploitation agricole et enseignants

BERTON Antoine, animateur RITA

Service territorial de la Jeunesse et des Sports

BONFILS Patrick, inspecteur de la jeunesse et des sports

Chambre de commerce, d'industrie, des métiers et de l'artisanat (CCIMA)

PILIEOKO Silino, président de la Chambre

MAFATUNA Malia-Rose, présidente du Groupement des éleveurs (GDE) est Mme.

HAVOKA Suliana, technicienne production végétale

PERNEL Maxime, technicien élevage

LEBAIL Florian, technicien pêche

Service territorial de la statistique et des études économiques

GOEPFERT Jean-Paul, directeur

SOURD Amandine

MAILANGI Jean-Paul

Service de l'environnement

MALAU Atoloto, chef de service

PETIT Julie, coordinatrice adjointe Wallis et Futuna du projet INTEGRE

Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE)

ALAOUI Hicham, délégué territorial, Wallis et Futuna, halaoui@adie.org

BLANCHARD Blanchard, directeur régional, eb Blanchard@adie.org

Acronymes

ACTA : Agence de Coordination technique agricole – le réseau des instituts des filières animales et végétales

CIOM : comité inter-ministériel pour l'Outre-mer

CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CPS : Communauté du Pacifique Sud

CTF : Conseil territorial des femmes

DOM : département d’Outre-mer

EPNEFPA : Etablissement public national d’enseignement et de formation professionnelle agricole

IAC : Institut agronomique néo-calédonien

LPA : lycée professionnel agricole

RITA : réseau d’innovation et de transfert agricole

SEM : Société d’économie mixte

STARP : Service territorial des Affaires rurales et de la Pêche

Documents consultés

Bastié JP. 2013. Contribution à l’élaboration d’un plan pluriannuel pour le secteur primaire (agriculture, pêche, forêt) à Wallis et Futuna. Ministère de l’Agriculture, de l’Agro-alimentaire et de la Forêt, France, 219 p

Claus JC, Lebot V. 1999. Comment revitaliser les tarodières irriguées de Futuna? JATBA, Revue d’ethnobiologie, 41, 1, 157-181.

Farinet JL, Klotz S. 2001. Etude sur la dépollution des effluents d’élevage porcins à Wallis : mission du 21 au 27/10/2001. Montpellier, CIRAD, 34 p.

Farinet JL. 2004. Gestion et valorisation des effluents d’élevage porcins : rapport de mission du 01 au 08/05/2004. Montpellier, CIRAD-CA, 32 p

Farinet JL. 2005. Gestion et valorisation des effluents d’élevage porcins à Wallis: compte-rendu d’expérimentation sur le compostage. Montpellier, CIRAD-CA, 19 p.

Ferentinos L., Smith J., Valenzuela H. 2002. Azolla. Sustainable agriculture, Green manure crops, Univ. of Hawaiï at Manoa, College of Tropical Agriculture and Human Resources, Aug. 2002, SA-GM-2, 3 p.

Kohler F., Pellegrin F., Jackson G., McKenzie E. 1997. Diseases of cultivated crops in Pacific Island countries. South Pacific Commission, 187 p.

Lebot V. 2013. Coping with insularity : the need for crop genetic improvement to strengthen adaptation to climate change and food security in the Pacific. Environ Dev Sustain

Lemerre Desprez Z., Mille C. 2012. Wallis-et-Futuna. Mission d’assistance technique – IAC. Filière arboriculture fruitière : stratégies et actions de développement, conseil aux techniciens et aux producteurs. IAC, station de recherche agronomique de Pocquereux, 62 p.

Simunek, P., de Bon H. 2014. Compte-rendu du comité de pilotage n°1 du 8 janvier 2014.
Administration supérieure des Iles Wallis et Futuna, Service d'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de
la Pêche, Service territorial des Affaires rurales et de la pêche, France, 9p.

RAPPORT DE MISSION : NOUVELLE-CALEDONIE, DU 7 AU 11 JUILLET 2014

Résumé et contenu des rencontres

Samedi 5 juin

Trajet Wallis aéroport de Tontouta

Lundi 7 juin

8 h 30 – 12 h 30 : Rencontre et discussion avec François JAPIOT : coopération technique « Réseau des chambres d'agriculture du Pacifique » à la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie (CANC).

Mail : FJapiot@canc.nc

Résumé des discussions

Les discussions avec François JAPIOT se sont axées autour des projets techniques en cours à Wallis et Futuna (INTEGRE et RITA) et sur le colloque « Une agriculture durable au service de la population ».

Plus spécifiquement sur les projets techniques en cours, plusieurs points sont abordés :

- Sur la filière cocotier M. Japiot est déjà intervenu à Wallis et Futuna sur un projet de coco-fuel (Japiot and Pilecki 2012). André PILECKI, agronome et spécialiste des cocotiers était présent au cours de cette mission d'expertise. Sur ce point, il semble indispensable de réaliser un inventaire pour valoriser les variétés locales de cocotier à Wallis et Futuna. A. PILECKI pourrait éventuellement réaliser cet inventaire variétal précis qui avait été ébauché lors de la mission de 2009. Dès 1984, CALVEZ (à l'époque directeur de l'Institut de recherche pour les huiles et oléagineux de Saraoutou au Vanuatu) préconisait la formation des agents de Wallis et Futuna à la station IRHO au Vanuatu aux techniques de pépinière, sélection et plantation des cocotiers (Calvez 1984). Il pourrait aujourd'hui encore être judicieux d'envoyer un technicien de Wallis au CETRAV (centre technique de recherche agronomique du Vanuatu) ou en Calédonie.
- L'alimentation porcine est une thématique abordée à la fois dans le cadre d'un projet INTEGRE et dans les axes de travail RITA. C'est une question très importante à Wallis et Futuna puisque 40 % des importations du secteur primaire en tonne correspond à de l'alimentation destinée à l'élevage porcin. C'est un budget important pour les familles et la qualité de l'aliment n'est pas toujours au rendez-vous : problèmes de mortalité post-sevrage... Le « ritch-mix » un complément produit en Nouvelle-Calédonie avec des aliments locaux était exporté à Wallis et Futuna il y a quelques années mais ce n'est plus le cas

aujourd'hui. Il s'agit d'un aliment idéal en complément des déchets de cuisine par exemple. En Calédonie, la question de l'alimentation porcine pourrait être abordée par l'UPRA (Unité Nationale de Sélection et de Promotion de Race) porcine de Calédonie ou encore la SIATA.

- Pour le compostage, le thème est également transversal entre INTEGRE et RITA. Ce projet pourra être intégré dans le réseau POET COM des fermes bio du Pacifique que Wallis et Futuna ont récemment intégré.
- Concernant l'étude de marché elle pourrait être réalisée en collaboration avec l'association « Partner » (Lycée Lapérouse à Nouméa). En 2009, des élèves du BTS marketing avaient réalisés une étude de marché pour la commercialisation de la farine de manioc Vanuataise en Nouvelle Calédonie (Japiot and Dervillez 2009).

Point sur le colloque : François JAPIOT est assez partant pour participer au colloque. Il propose de venir à Wallis pour tester la méthode CAP (connaissance-attitude-pratique). Il s'agit d'une méthode d'enquête qui passe par 4 étapes : identification du problème ; phase d'entretien ; phase de questionnaire ; analyse du questionnaire (Decoudras and Japiot 2005).

Après réflexion, cette méthode ressemble aux diagnostics participatives menées à Wallis et Futuna dans le cadre du DADP (développement d'une agriculture durable par le Pacifique : projet CPS qui avait permis l'installation de jardins écoles et de serre hydroponique à Futuna (Masianini et al. 2009)). Cependant, la méthode CAP s'attache plus à identifier les projets qui peuvent être bénéfiques pour la communauté mais aussi et avant tout les projets dont la communauté a conscience de l'effet bénéfique.

13 h 30 – 15 h 00 : Rencontre et discussion avec l'équipe de l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA). Liste des personnes rencontrées à l'ERPA :

- Laure VIRAPIN : Directrice générale. l_virapin@erpa.nc
- Julien BARBIER : Chargé d'étude, filières cocotier, céréales, oléo-protéagineux, bois et café. jbarbier@erpa.nc
- Guylain DECOUDENHOVE : Chargé de missions, filières aquaculture, plantes aromatiques et médicinales, intrants. Observatoire économique, filière crevette. guylain.decoudenhove@erpa.nc
- Théau GONTARD : Chargé de missions, filières pêche lagunaire et hauturière ; équine, aviculture, apiculture, qualité PAO. tgontard@erpa.nc
- Audrey GUYOT : Chargé d'études, filière bovine, porcine. aguyot@erpa.nc

Principales conclusion de cette rencontre :

L'ERPA est financé en grande partie par la TSPA (taxe de soutien à la production agricole).

Le dispositif flux et cotation semble être assez difficile à mettre en place à Wallis et Futuna : besoin de moyens humains importants pour réaliser les enquêtes de terrain mensuel qui doivent permettre d'estimer la production locale afin de réguler les importations. Un autre frein : à Wallis et Futuna, les commandes de produits d'importation se font trois mois à l'avance. Le système de régulation flux et cotation serait adaptable à Wallis et Futuna mais probablement assez différent de ce qui est fait en Calédonie, il pourrait concerner quelques produits bien ciblés.

Les producteurs néo-calédoniens sont fortement subventionnés pour du matériel (comme à Wallis et Futuna avec les OGAF) et ils disposent aussi d'aide à la production au transport : qui n'existe à Wallis et

Futuna. Les unités de transformation locales sont aussi subventionnées pour leur fonctionnement (conserverie locale, abattoir territoriaux ...)

16 h 30 – 18 h 30 : Rencontre et discussion avec Zacharie LEMERRE DESPREZ (Chercheur, ingénieur agronome, culture fruitières tropicales) et Christian MILLE (Chercheur en entomologie) au centre IAC de la FOA (Pocquereux). Mails : lemerre@iac.nc ; mille@iac.nc

Discussion des projets en cours (RITA) et des possibles collaborations.

18 h 00 – 20 h 00 : trajet La FOA- Koné

Mardi 8 juin

8 h 30 – 17 h 00 : rencontre, discussion et travail avec Séverine BOUARD (Chargée de recherche en Géographie et agro-économie) et Leïla APITHY (Ingénieure de recherche, agronome). Mails : bouard@iac.nc ; apithy@iac.nc

Cette rencontre a permis d'aborder la plupart des points logistiques de l'organisation de colloque et de préciser le contenu des thèmes (Cf. Plan d'action pour l'organisation du colloque).

Mercredi 9 juin

7 h 00 – 9 h 00 : IAC de la FOA, visite des vergers d'expérimentations et poursuite des discussions avec M. LEMERRE DESPREZ et M. MILLE.

10 h 00 – 11 h 30 : rencontre et discussion avec Laurent L'HUILLIER (Directeur général de l'IAC, Chercheur en biologie et écologie végétales appliquées) à l'IAC de Port-Laguerre.

Nous arrivons à un accord de principe pour l'appui de l'IAC dans l'organisation du colloque :

- Un point mensuel est prévu avec Séverine BOUARD sur le déroulement des opérations
- Le billet d'avion de Séverine pourra être pris sur les fonds propres de l'IAC pour sa participation au colloque.

L'affichage institutionnel l'IAC est prévu lors du colloque (logo sur les affiches, le programme...)

14 h 00 – 16 h 30 : Rencontre et discussion avec Gilles PESTANA (Maitre de conférence en géographie à l'UNC ; coorganisateur des ateliers de Poindimié). Mail : gilles.pestana@univ-nc.nc

Plusieurs points sur l'organisation du colloque sont abordés :

- Le colloque doit être vecteur de dynamiques
- Il faut privilégier le fond mais ne pas oublier la forme
- Aborder les « bonnes questions »

Jeudi 10 juin

Matin : pas de rendez-vous

13 h 15 – 14 h 00 : rendez-vous avec Sheryl MELLOR (Interprète) à la CPS à Nouméa. Mail : sherylm@spc.int

Une équipe de trois interprètes de la CPS assurera la traduction lors du colloque. Le devis est en préparation. L'utilisation des enregistrements pour leur utilisation ultérieure sera soumise à la validation de Roy BENYON.

14 h 00 – 15 h 00 : rencontre et discussion avec Michel BLANC (Conseiller en développement de la pêche côtière) à la CPS. Mail : michelbl@spc.int

M. BLANC nous donne le contact de personnes du service des pêches à Samoa qui ont suivi un projet de DCP et aire marine protégée. C'est un retour d'expérience qui a fonctionné et qui pourrait être abordé lors du colloque.

15 h 00 – 17 h 00 : Rencontre et discussion avec Victor DAVID (Chargé d'étude Droit/Sciences Politiques) au Centre IRD de Nouméa. Membre de la coordination scientifique de plusieurs colloques dont Oceania 21. Mail : victor.david@ird.fr

M. DAVID nous donne de nombreuses pistes pour assurer une bonne organisation du colloque :

- éviter les ateliers parallèles
- pour les intervenants, prévoir le voyage, l'hébergement et les repas
- Prévoir des chevalets
- Créer une charte graphique pour personnaliser l'événement
- ...

17 h 00 – 18 h 00 : Discussion avec Caroline VIEUX (Coordinatrice adjointe INTEGRE Polynésie Française, CPS) dans les locaux de la CPS de Nouméa

Mme VIEUX nous donne plusieurs contacts en Polynésie Française

Vendredi 11 juin

9 h 00 – 10 h 00 : Rencontre et discussion avec Emélie KATRAWI (Chargée de la coopération bilatérale) au Service de la coopération régionale et des relations extérieures (Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie). Mail : emelie.katrawi@gouv.nc

10 h 00 – 13 h 30 : Discussion avec Sylvain LETIEVANT (Chef du Service Développement Local ; Province Nord, Direction du développement économique et de l'environnement) et André PONIDJA (Chef d'Antenne, DDEE Poindimié, Province Nord) dans le Bureau de la province Nord à Nouméa. Discussion autour des centres de collecte en Province Nord. Mails : s.letievant@province-nord.nc ; a.ponidja@province-nord.nc

14 h 30 – 15 h 30 : Rendez-vous avec Jean-François NOSMAS (Directeur général de l'ADRAF), au siège de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF). Mail : adraf@adraf.nc

16 h 00 – 17 h 30 : rencontre et discussion avec Laurent MAGGIA (Chercheur en génétique des populations, CIRAD ; Responsable de l'axe "Diversités biologique et fonctionnelle des Ecosystèmes") au centre IRD de Nouméa. Mail : maggia@iac.nc

La mission a permis dégager les points essentiels pour l'organisation du colloque. Il a permis d'avancer sur un plan d'action :

Plan d'action pour l'organisation du colloque ADSP :

Les thèmes du colloque

Les rencontres en Nouvelle-Calédonie ont permis d'avoir une vision plus claire sur les thèmes développés lors du colloque, leur contenu et l'objectif général.

Le colloque 'Une agriculture durable au service de la population' (ADSP) se tiendra à Mata 'Utu, Wallis et Futuna du 24 au 28 novembre 2014. Cette conférence a pour objectif de faire bénéficier au Territoire des îles Wallis et Futuna d'une expertise régionale dans sa démarche de développement durable, notamment en lien avec le secteur primaire. Ce colloque vise à partager l'information et l'analyse sur l'état et l'évolution de l'agriculture familiale dans les îles du Pacifique, afin d'accompagner la formulation d'une politique agricole pour Wallis et Futuna. L'événement servira à identifier les besoins indispensables et à lancer les politiques publiques nécessaires au maintien d'une agriculture durable, contribuant à la sécurité alimentaire du territoire. Par agriculture, nous entendons un terme large qui inclut les productions végétales vivrières et commerciales, l'élevage, la pêche et la sylviculture.

La conférence rassemblera des élus, décideurs politiques, développeurs, scientifiques et producteurs, intéressés par les enjeux du développement d'une agriculture durable dans les îles du Pacifique.

Appel à communication : Quatre axes sont privilégiés

Contribution de la petite agriculture familiale du Pacifique aux conditions de vie des ménages

Il existe une grande diversité d'agricultures familiales en fonctions des zones géographiques considérées. Cependant, plusieurs éléments permettent de caractériser l'« Agriculture Familiale » :

Elle est tout d'abord présente sur de petites surfaces : à l'échelle mondiale, 94 % des exploitations agricoles sont de taille inférieure à 5 ha et 72 % des fermes utilisent moins de 1 ha

de terre. En dépit des petites surfaces utilisées par familles, l'agriculture familiale contribue largement à la sécurité alimentaire dans le monde. Le travail agricole est réalisé par des membres de la famille et la main d'œuvre est très rarement salariée. La production est toute ou partie autoconsommée par les membres de la famille. Enfin, le capital de l'exploitation est indissociable du capital familial.

Dans la plupart des petits états insulaires du Pacifique comme à Wallis et Futuna, l'agriculture est majoritairement de type familial. À Wallis et Futuna, les productions agricoles ont pour vocation principale l'autoconsommation et les échanges (quotidiens ou lors de cérémonies coutumières). Ainsi, le secteur primaire, peu intégré dans l'économie marchande contribue largement à l'autoconsommation des ménages.

Le territoire des îles Wallis et Futuna est aujourd'hui confronté à des problématiques assez communes avec les autres îles du Pacifique : chute démographique liée aux départs des jeunes vers la métropole ou la Nouvelle-Calédonie, problèmes de santé publique liés à l'augmentation de la prévalence des maladies non-transmissibles, forte dépendance aux importations. L'agriculture familiale est en mesure aujourd'hui de donner des réponses à ces enjeux.

Le thème proposé doit développer et apporter des réponses aux questions suivantes :

En quoi l'agriculture familiale peut répondre aux enjeux des îles du Pacifique ?

Quelles sont les interrelations entre la coutume et l'agriculture familiale à Wallis et Futuna ?

Comment l'agriculture familiale peut-elle améliorer le bien être-être des populations ?

Comment valoriser les métiers du secteur primaire aux yeux de la jeune génération ?

Impacts environnementaux des activités de production primaire, résilience des systèmes de production face aux changements climatiques

Les activités agricoles au sens large (productions végétales, élevage, sylviculture, pêche) ont des impacts sur l'environnement. Les systèmes de culture à Wallis et Futuna sont restés traditionnels (le travail est réalisé avec du petit outillage : le coutelas est encore l'outil le plus utilisé en agriculture ; l'utilisation d'intrants est quasi-inexistante). Les cultures vivrières (bananes, taro, kape, igname, manioc, arbres à pain) occupent 72 % des surfaces cultivées. Il s'agit principalement de cocoteraies, de tarodières irriguées, de jardins agroforestiers à proximité des habitations ou de cultures de brousse aussi appelées cultures pluviales.

À Wallis et Futuna, l'élevage de cochon occupe une place privilégiée dans la vie sociale des habitants. Les plus gros cochons (les males castrés) sont généralement offerts au cours des fêtes coutumières. Chaque famille possède son parc à cochon et la production porcine est évaluée à 18 000 animaux rien qu'à Wallis. Les effluents issus de ces élevages peuvent avoir des impacts sur l'environnement. Des solutions existent : compostage, parc tournant...

Le thème proposé doit développer et apporter des réponses aux questions suivantes :

Quels sont les changements globaux auquel le territoire est confronté ?

Comment l'agriculture va s'adapter aux changements environnementaux dans le Pacifique ?

Quels sont les modes de culture et d'élevage durables et adaptés au contexte des îles du Pacifique ?

Points de blocage et leviers d'actions. Retours d'expériences, besoins en termes de recherche et développement

Le secteur primaire est sujet à des problématiques auxquels la Recherche et Développement peut répondre.

À Wallis et Futuna, il existe un manque d'autonomie vis à vis des importations du secteur primaire. L'agriculture peut diminuer cette dépendance mais elle doit être soutenue techniquement. Sur ce point, plusieurs produits agricoles importés pourraient être produit plus efficacement sur le territoire : le kava, les fruits et légumes, les produits de la pêche, l'alimentation animale (pour l'alimentation porcine principalement).

À Wallis et Futuna, la littérature scientifique indique que de nombreuses études et missions techniques ont été réalisées pour venir en appui aux professionnels. Généralement, les recommandations issues de ces études ne sont pas réellement suivies ou peu mises en application. L'objectif de cette thématique sera donc également d'identifier les points de blocage (sociétaux, économiques...) ainsi que les leviers d'actions qui doivent permettre la mise en œuvre des recommandations techniques.

Le thème proposé doit développer et apporter des réponses aux questions suivantes :

Sur les problématiques identifiées dans ce thème, quelles réponses peut apporter la recherche et développement ?

Comment améliorer les transferts techniques : de la recherche agronomique à l'application paysanne ?

Quelles sont les méthodes efficaces pour mieux impliquer les communautés dans les projets ?

Comment assurer la pérennité des projets ?

Comment réduire la dépendance aux importations ?

Objectifs des politiques agricoles : cohérence, complémentarité, antagonismes. Quelles aides, quelles institutions : imaginer une gouvernance adaptée aux îles du Pacifique

Wallis et Futuna est aujourd'hui à la recherche d'une politique agricole et rurale de son territoire. L'objectif principal du colloque est d'accompagner le territoire dans la définition et l'élaboration de sa politique agricole.

Le thème proposé doit développer et apporter des réponses aux questions suivantes :

Comment les politiques publiques peuvent elles accompagner le développement ?

Comment concilier le maintien d'une agriculture familiale – indispensable à la qualité de vie des Wallisiens et Futuniens – et la professionnalisation des agriculteurs, pêcheurs qui souhaitent s'engager dans cette voie ?

Comment impliquer la coutume dans l'élaboration des politiques agricoles ?

Echéancier :

S48 : tenue du colloque

Lundi 24 novembre : arrivée des participants

S47 : Préparer les pochettes avec programme (...) pour les participants ; organiser l'allocution d'ouverture avec la chefferie

S45 : faire éditer le programme

S36 : faire les réponses aux participants

S37 : réserver les billets d'avion

S32 : négocier hôtel ; avion...

S31 : Diffuser l'appel à communication en français et ou anglais ; lancer les invitations ; prendre contact et inviter les personnes localement ; contacter la chefferie ; faire une demande au gouvernement de Nouvelle-Calédonie pour financer les billets d'avion et per-diem des intervenant de Calédonie.

S30 : Finaliser les thèmes du colloque, faire relire et envoyer pour traduction

Logistique générale

Il faudra prévoir une pochette cartonné avec le logo du colloque pour les intervenants participants au colloque. Cette pochette devra contenir :

- Un bloc-notes
- Un stylo
- Le programme des conférences
- Plan de Wallis avec les restaurants ; sites remarquables...

Trouver un logo pour le colloque : voir avec le lycée agricole, les élèves.

Penser à fournir un badge aux participants (à leur arrivée) et des chevalets (lors des interventions).

Temps des interventions : 20 minutes de présentation et environ 10-15 minutes de question-réponses-débats.

Pour les pause café, à voir avec les élèves du lycée agricole : classe SAPAT (Service au Personnes et aux territoires).

Trouver une personne locale pour animer le débat : Atoloto MALAU ; Mika TUI ; Jean-Paul GOBFERT (STSEE)

Prévoir un rapporteur/thème qui synthétisera le jeudi après-midi. Identifier et contacter les personnes potentielles pour intervenir comme rapporteur : Bruno LOSCH, Séverine BOUARD, Victor DAVID, François JAPIOT, Gilles PESTAÑA Personne locale à Wallis ?

L'avion de Fidji ne rentre que Lundi : à négocier avec le préfet pour avoir une escale à Fiji le vendredi ?
Penser aux VISA pour les intervenants.

Pour les cérémonies d'ouverture et de clôture, prévoir des danses traditionnelles, dégustation de kava...

Identifier les sites pour les visites de terrain et présentation en anglais et français.

Missions potentielle à prévoir avant le colloque

- Christian MILLE : entomologie
- François JAPIOT ?

Bibliographie

- Calvez, C. 1984. Orientations pour le développement du cocotier dans le territoire. Institut de recherche pour les huiles et oléagineux (IRHO) - Territoire de Wallis et Futuna.
- Decoudras, P. M., and F. Japiot. 2005. Méthode de vulgarisation appliquée au développement local. Connaissance / Attitude / Pratique. POPACA (projet d'organisation des producteurs agricoles pour la commercialisation associative), Tanna (Vanuatu).
- Japiot, F., and S. Derville. 2009. Etude de marché pour la commercialisation de la farine de manioc (Vanuatu) en Nouvelle Calédonie. Association « Partner » (Lycée Lapérouse), Nouméa.
- Japiot, F., and A. Pilecki. 2012. Projet de création d'une filière huile de coco/agrocarburant pour stabiliser le prix de l'électricité (Mission d'appui). Vanuatu Organics LTD, Port Vila.
- Masianini, B., E. Apera, M. Rokotuibau, M. Giraud, M. Tevaeai, V. Cheung Yan, M. Silbanuz, T. Bakineti, B. Timon, T. Maio, P. Kun, B. Tauasi, N. Toeono, B. Edmond, T. Tellei, S. Mesa, C. Pia'afu, F. Wambon, E. Meleisea-Ainuu, E. Amosa Ah Leong, D. Wagatora, V. Kaihou, K. Ali, S. Kaitu'u, E. Tataua, L. Vaiutu, L. Semaia, P. Kaoh, O. Dalesa Lengkon, N. Ferraton, M. Tafili, S. Kanimoa, M. Seniloli, J. Van Eijnatten, D. Hunter, S. Halavatau, K. Chow, and K. Chow. 2009. Case studies lessons from the field the dsap experience. Secretariat of the Pacific Community SPC.

Colloque 'UNE AGRICULTURE DURABLE AU SERVICE DE LA POPULATION'

À Wallis et Futuna

Un premier Bilan

Le colloque 'Une agriculture durable au service de la population' (ADSP) s'est tenue à Wallis et Futuna du 24 au 28 novembre 2014. Le thème de l'agriculture est ici entendue au sens large et inclut les productions végétales, l'élevage, la pêche et la sylviculture, dont les produits sont destinés à la fois à la consommation domestique et/ou à la commercialisation. Cet événement a permis de faire bénéficier le Territoire des îles Wallis et Futuna d'une expertise régionale afin d'appuyer sa démarche de développement territorial durable en valorisant au mieux son secteur primaire. Ce colloque fut un lieu de débat, d'échanges et de partage des informations et analyses disponibles sur la situation et les évolutions des agricultures familiales des îles du Pacifique pour accompagner la formulation d'une politique agricole et rurale adaptée à Wallis et Futuna.

La première partie de ce rapport détail des différentes thématiques abordées au cours du colloque. Une deuxième partie présente le programme des conférences. Les axes prioritaires et recommandations sont détaillés dans la troisième partie.

Enfin, une quatrième partie esquisse les premières retombées déjà perceptibles ou envisagées pour Wallis et Futuna.

La conférence a rassemblé des décideurs politiques, développeurs, scientifiques, chercheurs, universitaires et producteurs, intéressés par les enjeux du développement d'une agriculture durable dans les îles du Pacifique.

I- LES QUATRE THEMES

Thème 1 : Contribution de la petite agriculture familiale du Pacifique aux conditions de vie des ménages

Il existe une grande diversité d'agricultures familiales à l'échelle mondiale en fonction des conditions géographiques et des trajectoires de développement économique. Ces agricultures présentent cependant plusieurs caractéristiques communes. Elles regroupent tout d'abord des exploitations agricoles de petites surfaces : 94 % des unités de production sont de taille inférieure à 5 ha et 72 % ont moins de 1 ha. Elles contribuent pourtant très largement à la sécurité alimentaire mondiale et emploient plus d'un milliard d'actifs. Le travail agricole est réalisé par des membres de la famille et la main-d'œuvre est très rarement salariée. La production est en partie autoconsommée mais la plupart des familles sont aussi engagées dans les réseaux marchands. Enfin, le capital de l'exploitation est indissociable du patrimoine familial.

Dans la plupart des petits Etats insulaires et territoires du Pacifique, l'agriculture est très majoritairement de type familial. À Wallis et Futuna, les productions agricoles ont pour vocation principale l'autoconsommation et les échanges coutumiers et le secteur primaire est peu intégré dans l'économie marchande. Il contribue pourtant très largement aux revenus des ménages (la part non monétaire dans l'alimentation est en moyenne de 55%).

Les îles Wallis et Futuna sont aujourd'hui confrontées à des défis souvent partagés avec les autres îles du Pacifique : déclin démographique liée à l'émigration (dans le cas du territoire avec le départ des jeunes vers la métropole ou la Nouvelle-Calédonie) ; problèmes de santé publique liés au mode de vie et à l'alimentation ; forte dépendance aux importations. Pourtant l'agriculture familiale est en mesure aujourd'hui de contribuer à la réponse à ces défis.

Ce thème du colloque apportera des réponses aux questions suivantes :

Comment l'agriculture familiale peut-elle répondre aux défis des îles du Pacifique ?

Quelles sont les interrelations entre la coutume et l'agriculture familiale ?

Comment l'agriculture familiale peut-elle améliorer le bien-être des populations ?

Comment valoriser les métiers du secteur primaire aux yeux de la jeune génération et revaloriser la place de l'agriculture ?

Thème 2 : Impacts environnementaux des activités primaires et résilience des systèmes de production face aux changements climatiques

Les activités agricoles au sens large (productions végétales, élevage, sylviculture, pêche) ont des impacts multiples sur l'environnement qui sont largement dépendants des systèmes techniques et des modalités de gestion : elles peuvent à la fois contribuer à l'épuisement des ressources naturelles (fertilité, biodiversité), générer des pollutions, mais aussi entretenir, valoriser et développer les ressources.

Les systèmes de culture à Wallis et Futuna sont restés traditionnels (le travail est réalisé avec du petit outillage : le coutelas est encore l'outil le plus utilisé en agriculture ; l'utilisation d'intrants est quasi-inexistante). Les cultures vivrières (banane, taro, kape, igname, manioc, arbre à pain) occupent 72 % des surfaces cultivées. Le paysage cultivé comprend essentiellement des cocoteraies, des tarodières irriguées, des jardins agroforestiers à proximité des habitations et des cultures dites de brousse en système pluvial. Ces systèmes ont montré jusqu'à aujourd'hui une bonne capacité d'adaptation aux changements climatiques qui pourrait être remise en cause par l'urbanisation (le « mitage » des terroirs), l'abandon progressif de la cocoteraie et de son écosystème, la pression sur les ressources en eau (dont le stock est limité à Wallis).

Par ailleurs, l'élevage porcin a un impact conséquent sur le milieu naturel. Le cochon occupe en effet une place privilégiée dans la vie sociale du territoire où les plus gros cochons (les males castrés) sont généralement offerts au cours des fêtes coutumières. Chaque famille possède son parc à cochons et la population porcine est évaluée à 18 000 animaux rien qu'à Wallis. Les effluents issus de ces élevages rendent nécessaires le recours à des solutions adaptées : fosse à lisier, compostage, parc tournant...

Ce thème permettra d'aborder les questions suivantes :

Quels sont les changements globaux auquel le territoire est confronté et quelles sont les similitudes avec les autres territoires insulaires du Pacifique ?

Comment l'agriculture peut-elle s'adapter aux changements environnementaux dans la sous-région ?

Quels modèles de culture, d'élevage et de pêche durables sont les plus adaptés au contexte des îles du Pacifique ?

Thème 3 : Points de blocage et leviers d'actions. Retours d'expériences, besoins en termes de recherche et développement

La Recherche-Développement peut contribuer à répondre à certains défis du secteur primaire.

À Wallis et Futuna, il existe une forte dépendance vis-à-vis des importations du secteur primaire. L'agriculture locale peut diminuer cette dépendance mais elle doit être accompagnée au plan technique et en matière d'organisation du marché local. Plusieurs produits agricoles importés pourraient être produits sur le territoire notamment : le kava, les fruits et légumes, les produits de la pêche, l'alimentation animale (pour l'alimentation porcine principalement).

À Wallis et Futuna, la revue de la littérature indique que de nombreuses études et missions techniques ont été réalisées pour identifier des axes de développement du secteur et venir en appui aux professionnels. Pourtant, les recommandations issues de ces études ne sont généralement pas réellement suivies ou peu mises en application. L'objectif de ce thème du colloque sera d'identifier les points de blocage (techniques, sociétaux, économiques...) ainsi que les leviers d'actions qui pourront permettre l'essor du secteur primaire dans une perspective de développement territorial durable.

Ce thème traitera des questions suivantes :

Quelles sont résultats disponibles et mobilisables en recherche et développement ?

Comment améliorer les transferts techniques : de la recherche agronomique aux producteurs ? Quelles sont les expériences innovantes mobilisables ?

Comment mieux impliquer les communautés dans les projets afin d'en assurer la pérennité et le succès ?

Thème 4 : Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution du secteur primaire au développement territorial durable ?

Wallis et Futuna est aujourd'hui engagé dans l'élaboration d'une politique agricole et rurale adaptée à ses caractéristiques et à même de répondre aux défis économiques, sociétaux et environnementaux du territoire. Par le passé, à Wallis et Futuna comme dans de nombreuses autres situations territoriales, les politiques publiques ont trop souvent été segmentées par secteurs (production, infrastructures, services) et mises en œuvre dans une logique de projet. Une telle approche a le plus souvent empêché

une vision globale des défis et une meilleure synergie des moyens et actions mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Aujourd'hui, les défis des territoires insulaires du Pacifique imposent d'engager une démarche prospective à même de mieux anticiper les changements et de mieux maîtriser les évolutions dans un sens correspondant aux choix des populations, et d'adopter une perspective territoriale intégrée permettant de valoriser au mieux les ressources locales (naturelles, humaines et culturelles).

Ce thème du colloque adressera les questions suivantes :

Comment concilier le maintien d'une agriculture familiale et la professionnalisation des agriculteurs et pêcheurs qui souhaitent s'engager dans cette voie ?

Comment articuler le développement du secteur primaire avec une gestion durable et intégrée des ressources au niveau du territoire ?

Comment impliquer la coutume et les jeunes dans l'élaboration des politiques agricoles ?

Quelles sont les leçons des expériences de développement territorial dans la sous-région mobilisables à Wallis et Futuna ?

INFOS PRATIQUES

Pays participants : Samoa, France, Papouasie Nouvelle Guinée, Nouvelle-Calédonie, Fidji, Australie, Polynésie Française, Nouvelle-Zélande.

Interprétation : Les présentations en anglais étaient traduites en simultanée par les interprètes de la CPS

Lieux : Falepuleaga de HIHIFO (Vaitupu)

Entrée libre dans la limite des places disponibles. Les présentations des conférenciers étaient suivies d'échanges avec le public.

II- PROGRAMME DETAILLE DES CONFERENCES

	Horaire	Mardi 25 nov.	Horaire	Mercredi 26 nov.	Horaire	Jeudi 27 nov.	Horaire	Vendredi 28 nov.
Matin	8 h 00 – 09 h 15	Allocution d'ouverture - M. Le Préfet des îles Wallis et Futuna, Michel AUBOUIN - Président de l'assemblée territoriale, Petelo HANISI	8 h 00 – 10 h 00	Résilience des systèmes de production ➤ Jean-Yves MEYER (Délégation à la recherche de la Polynésie française) : <i>Gestion des plantes envahissantes dans les îles du Pacifique: enjeux et solutions</i> ➤ Cenon PADOLINA (CPS, Fidji), <i>Le concept et les pratiques de l'agroforesterie dans le Pacifique et ses potentialités à Wallis et Futuna</i> ➤ Randolph THAMAN (USP, University of the South Pacific, Fidji), <i>Conservation et enrichissement de l'agrobiodiversité comme une fondation pour la sécurité environnementale, alimentaire et économique dans une Polynésie en mutation</i>	8 h 00 – 10 h 00	Politiques publiques : ➤ Carole MANRY (Service de Coordination des Politiques Publiques et du Développement de Wallis et Futuna) : <i>Définition des politiques publiques à Wallis et Futuna</i> ➤ Gilles PESTANA (Université de Nouvelle-Calédonie) : <i>Quel modèle de développement pour quelle agriculture durable dans les îles du Pacifique ?</i> ➤ Bruno LOSCH (CIRAD, Montpellier), <i>Du développement sectoriel au développement territorial durable, Un nouveau cadre pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna</i>	8 h 00 – 9 h 15	Synthèse des présentations ➤ <u>Agriculture familiale :</u> Rapporteur : Bruno LOSCH ➤ <u>Résilience et changements climatiques :</u> Rapporteuse : Stacy JUPITER
Pause café	09 h 15 – 09 h 30				10 h 00 – 10 h 30		9 h 15 – 9 h 45	
	09 h 30 – 12 h 00	Agriculture familiale : ➤ Marc SOULE (UNC, Futuna) : <i>Futuna une agriculture destinée à l'autoconsommation familiale et à la coutume</i> ➤ Alice FROMONTEIL (CREDO, Centre de Recherche et de Documentation sur l'Océanie) : <i>Agriculture, coutume et récits oraux à Wallis</i> ➤ Séverine BOUARD (IAC, Institut Agronomique Néo-Calédonien), <i>Pour une agriculture familiale durable dans le Pacifique : leçons d'une grande enquête agricole en Nouvelle-Calédonie</i>	10 h 30 – 12 h 00	Impacts des changements climatiques ➤ Viliami IESE (USP, Fiji), <i>Le mariage des connaissances traditionnelles et de la science moderne pour construire la résilience des exploitations dans les pays insulaires du Pacifique</i> ➤ Johanna JOHNSON (CO2 Consulting, Australie) : <i>Impacts du changement climatique pour les pêches océaniques et côtières à Wallis et Futuna</i> ➤ Autalavou TAUAEFA (MAF, Ministry of Agriculture and Fisheries, Samoa) : <i>Renforcement du Programme de Gestion Communautaire des Pêches aux Samoa et adaptation au changement climatique pour la pêche côtière</i>	10 h 30 – 12 h 00	Politiques publiques : ➤ Elise HUFFER (CPS, Fidji), <i>Collecte des savoirs traditionnels et culturels agricoles en lien avec les politiques publiques</i> ➤ Stacy JUPITER (Wildlife Conservation Society, Fidji) : <i>Principes de gestion intégrée des îles dans le Pacifique</i>	9 h 45 – 11 h 00	Synthèse des présentations ➤ <u>Recherche et développement</u> Rapporteur : Jean-Yves MEYER ➤ <u>Politique publique</u> Rapporteuse : Mereia CARLING
							11 h 00	Recommandations : Dr. Jacques FAVRE, Directeur des Services de l'Agriculture
							11 h 30	Discours de clôture : M. Le Préfet des îles Wallis et Futuna, Michel AUBOUIN
Pause déjeuner	12 h 00 – 14 h 00							
Après-midi	14 h 00 – 15 h 00	Agriculture familiale : contribution à la santé ➤ Dr. Daniel HOULLON (Agence de santé de Wallis) : <i>L'augmentation des maladies non transmissibles à Wallis et Futuna : Alimentation et sédentarité les causes principales</i> ➤ Dr Viliami PULOKA (Health Promotion Forum of New Zealand) : <i>Jardinage et santé, 'Que ton jardin soit ta propre santé'</i> ➤ Faumuina TAFUNA'I (Women In Business Samoa), <i>De la ferme à la table, Connecter les agriculteurs aux hôtels et restaurants locaux</i>	14 h 00 – 15 h 30	Recherche et Développement : ➤ François JAPIOT (CANC, Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie) : <i>L'agriculture biologique à Wallis et Futuna : Partage d'expériences en Océanie</i> ➤ Christian MILLE (IAC) : <i>Ravageurs et auxiliaires des cultures et des espèces exogènes envahissantes à Wallis et Futuna</i> ➤ Siosia HALAVATAU (SPC, Fidji), <i>Un modèle de développement participatif des technologies dans la région du Pacifique : le point sur la santé des sols</i>	14 h 00 – 16 h 30	Visite de terrain - Elevage : Anne-Marie et Apolosio LAKALAKA - Maraichage : Otilone et Christelle TOKOTU'U - Tarodières de UTUFUA		
Pause café	15 h 00 – 15 h 30		15 h 30 – 16 h 00					
	15 h 30 – 17 h 00	Agriculture familiale ➤ Mereia CARLING (CPS, Fidji), <i>Jeunes Agriculteurs : Jeunes professionnels</i> ➤ Les secondes du Bac Professionnel Productions Animales : <i>Perception de l'enseignement agricole à Wallis et Futuna</i>	16 h 00 – 17 h 15	Recherche et Développement : ➤ Mickael DOM (NARI, National Agricultural Research Institute, Livestock Research Station, Papouasie Nouvelle Guinée), <i>Alimentation porcine avec les ressources locales</i> ➤ Faumuina TAFUNA'I (Women In Business Samoa), <i>Commerce équitable de l'huile vierge de Coco et de l'huile de Fetau (Tamanu)</i>				

III- PREMIERES RECOMMANDATIONS ISSUES DU COLLOQUE

AGRICULTURE DURABLE AU SERVICE DE LA POPULATION

Thème 1 : Contribution de la petite agriculture familiale du Pacifique aux conditions de vie des ménages

- Il est nécessaire de prendre en compte la coutume et l'importance de la petite agriculture familiale à Wallis et Futuna pour la définition d'une politique de développement agricole durable
- Wallis et Futuna ne font pas exception à la problématique des maladies non transmissibles dans le Pacifique. L'agriculture notamment par la valorisation des produits locaux et l'effort physique lié au fait de cultiver son jardin permet d'apporter des réponses aux problèmes de santé publique que sont le diabète, l'obésité, ...
- Les jeunes ne doivent pas être oubliés. Pour revaloriser les métiers agricoles, il faut que nous considérons les jeunes comme nos partenaires et pas simplement comme une main-d'œuvre. Aussi, afin de mieux comprendre la problématique pour Wallis et Futuna, il serait nécessaire d'avoir des éléments chiffrés, statistiques : qui sont les jeunes sans emploi à Wallis et Futuna ?

Thème 2 : Impacts environnementaux des activités primaires et résilience des systèmes de production face aux changements climatiques

- Eradiquer ou contrôler les espèces invasives qui sont déjà présentes. Adopter une démarche préventive contre les espèces invasives par l'étude ; l'analyse des espèces qui pourraient éventuellement pénétrer sur le territoire ; la communication auprès du grand public et l'utilisation des réseaux existants pour mobiliser les connaissances scientifiques disponibles dans les autres pays et territoires du Pacifique
- Recenser et conserver les systèmes agroforestiers, les connaissances, les pratiques traditionnelles (ethnobiodiversité) ; et les cultivars traditionnels (agrobiodiversité)
- Dans un contexte de réchauffement climatique avéré, nous devons être préparés face aux impacts prévus pour les rendements des productions végétales et pour les ressources maritimes. Sur le premier point, il convient d'évaluer les risques liés à ces changements et de connaître les techniques qui vont permettre de faire face au réchauffement climatique (utilisation de variétés rustiques, itinéraires techniques adaptés ...). Sur le deuxième point, il convient de mettre en place des méthodes de gestion participatives des pêches en concertation avec les chefs coutumiers et la population.

Thème 3 : Points de blocage et leviers d'actions. Retours d'expériences, besoins en termes de recherche et développement

- Mettre en place un guide pratique des maladies et ravageurs des cultures de Wallis et Futuna à destination des producteurs pour faciliter le transfert des connaissances
- Une quarantaine végétale entre Wallis & Futuna doit être envisagée
- Préserver la santé des sols grâce au semis sous couverture végétale avec les espèces locales et le compostage des lisiers porcins associés aux déchets verts
- Améliorer l'alimentation porcine et limiter l'importation de sac de granulé en utilisant les ressources locales. Mettre en place des tests en milieu paysan d'alimentation à base de tourteaux de coprah (sous produit de la production d'huile vierge brut), d'ensilage de manioc et ou patate douce ... avec un apport limité en aliments importés.
- Renforcer et soutenir techniquement la production d'huile de coco
- La régénération de la cocoteraie est un point essentiel pour répondre efficacement aux deux précédents

Thème 4 : Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution du secteur primaire au développement territorial durable ?

- Aborder une approche holistique (intégrée) pour définir une politique de développement rurale à Wallis et Futuna : c'est-à-dire, prendre en compte les communautés (y compris les femmes, les jeunes, les vieux), l'environnement, les pratiques et connaissances traditionnelles, l'économie du don ...
- Utiliser les médias et les moyens de communication locaux pour engager une réflexion au niveau de la population
- Construire différents scénarios pour savoir vers où l'on souhaite aller et définir 'comment' parvenir à l'objectif fixé
- Ne pas oublier les connexions qui peuvent exister entre les différentes politiques mise en place : travailler en complémentarité avec les politiques environnementales, culturelles ...

IV- LES PREMIERES RETOMBÉES

La création d'une liste de contacts a permis de mettre en relation l'ensemble des participants au Colloque et les acteurs locaux à Wallis et Futuna (Liste en Pièce-Jointe).

Les nombreux remerciements reçus suite à l'envoi de cette liste témoignent de la réussite de cet événement et de l'image positive que le territoire a su montrer pendant quelques jours. Ci-dessous, quelques morceaux choisis :

*Dear all,
Thanks Antoine and all your team for the wonderful week we spend together !
I hope we could continue the collaboration with Wallis and Futuna.
Best wishes,*

Séverine BOUARD (IAC, Nouvelle-Calédonie)

*Bonjour à tous depuis la Nouvelle-Calédonie,
Merci pour cette précieuse liste des contacts et bien entendu un grand merci pour l'organisation de cette manifestation très réussie. C'est avec beaucoup de plaisir que je garde le contact avec les organisateurs et tous les participants pour des collaborations futures avec Wallis et Futuna et aussi la Nouvelle-Calédonie.*

Bien amicalement

Gilles Pestaña (Université de la Nouvelle-Calédonie)

*Dear Colleagues,
I wish to thank you all for giving me that great opportunity to attend and participate in the regional meeting. The organizing committee and all those involved have really done an excellent job in making the meeting a great success.*

We are hoping that we can continue this great collaboration with Wallis and Futuna these coming years.

Many thanks and regards

CenonPADOLINA (CPS, Fiji)

Thank you all for making the workshop/symposium - a great one. Will work on some proposed work with Soane Patita Kanimoa on some soil health activities and hopefully the Wallis and Futuna agr strategy will come out soon.

Cheers and fakamalo lahi atu

Siosiua Halavatau (CPS, Fiji)

Malo lava,

Echoes of gratitude and positivity for Samoa. I am working on a livelihood proposal for Pipiena and Bernadette that I hope to share with you all to make sure it takes in multi-sector approach. Lovely to meet and learn from you all.

Manuia!

Faumuina TAFUNA'I (Women in Business Development, Samoa)

Greetings from Papua New Guinea.

Thank you to the organizers, the community and colleagues for the excellent time we had at the seminars and while socializing.

Best regards,

Michael Dom(NARI, PNG)

- @Tambul Station Western Highlands Province, 2700 masl -

Durant une semaine, le Territoire des Iles Wallis et Futuna a reçu un éclairage très positif de la part des conférenciers sur ce qui pourrait être transposable en l'adaptant au contexte local et sur les potentialités du territoire.

Des partenariats vont pouvoir être renforcés et créés entre Wallis et Futuna et diverses institutions du Pacifique. Quelques exemples :

- Collaboration sur les ressources génétiques forestières avec la CPS : renforcement de la collaboration notamment entre Cenon PADOLINA et la Cellule Forêt de la DSA (Sylvie MERCIER et Erwan LE NEZET)
- Travail sur l'alimentation porcine avec les ressources locales : NARI : centre de recherche agronomique de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Michael DOM. Collaboration avec la CCIMA (Maxime PERNEL)
- Ravageurs des cultures : travail avec l'Institut Agronomique Néo-Calédonien, Christian MILLE. Renforcement des collaborations entre l'IAC, le Service de la Production et des Filières de Wallis (Soane Patita KANIMOA) et la CCIMA (Suliana AFOKA)
- Arboriculture Fruitière : renforcement du partenariat avec l'IAC et la DSA, relance du projet MOM recherché en Arboriculture fruitière
- Propositions sur l'huile vierge de coco avec l'association Women in Business Samoa, Faumuina TAFUNA'I, Discussions en cours avec le Conseil Territoriale des femmes
- Renforcement de la collaboration entre Wallis et Futuna et la Division ressources terrestres de la CPS pour la fertilité des sols avec Siosiua HALAVATAU. Réflexions et travail en cours avec Soane Patita KANIMOA (DSA)
- Réflexions en cours sur les aspects jeunesse avec Mereia CARLING de la CPS
- Renforcement des partenariats pour le réseau des fermes Bio du Pacifique (François JAPIOT) : Travail en cohérence et complémentarité avec le RITA Wallis et Futuna
- Travail en cours entre Elise HUFFER et Le Service des Affaires Culturelles de Wallis et Futuna (Bernadette PAPILLO) pour la création d'une politique culturelle à Wallis et Futuna. Prise en compte des transversalités entre les différentes politiques misent en place

Rapport de mission



Projet RITA Wallis-et-Futuna

Compte-rendu de mission de suivi

Wallis-et-Futuna , Du 17 au 28 novembre 2014

Bruno Losch, CIRAD, UR ART-Dev, Montpellier, France



Ce rapport a été élaboré dans le cadre de la convention signée le 15/11/2013 entre le CIRAD et le Territoire des îles Wallis-et-Futuna pour l'appui technique et scientifique en vue de créer un dispositif d'innovation et de transfert de technologies agricoles (RITA) au sein de la collectivité d'Outre-mer de Wallis-et-Futuna.

Référence à citer :

LOSCH Bruno, 2014. Projet RITA Wallis-et-Futuna. Compte-rendu de mission de suivi. Wallis du 17 au 28 novembre 2014. Montpellier, France, 13 p

© Cirad, ES / ART-Dev / Montpellier, 2014.

Sommaire

Compte-rendu	4
1/ colloque « Agriculture durable au service de la population »	4
2/ Suivi et programmation des activités RITA	5
Annexe 1. Projet RITA Wallis & Futuna. Termes de références pour la mission de suivi du CIRAD. 17 novembre – 28 novembre 2014	7
Annexe 2. Les personnes rencontrées pendant la mission	9
Annexe 3. Du développement sectoriel au développement territorial durable. <i>Un nouveau cadre pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna</i> . Bruno Losch, économiste, Cirad, UMR Art-Dev. Colloque « Agriculture durable au service de la population »	11
Annexe 4. Etude sur les conditions d’amélioration de l’approvisionnement du marché des fruits et légumes en produits locaux. Proposition pour les termes de références de l’étude	12

Compte-rendu

Conformément aux termes de référence (cf. annexe), cette mission avait un double objectif : participer au colloque « Agriculture durable au service de la population » (qui a déterminé les dates du séjour) ; faire le point sur le déroulement du projet RITA en référence à la mission de cadrage de mai 2014 et préparer les prochaines activités. Elle s'est déroulée du 17 au 28 novembre 2014. Elle a bénéficié de l'appui de la Direction des services de l'agriculture et a été accompagnée par A. Berton, animateur du projet RITA, pour de nombreux entretiens.

1/ colloque « Agriculture durable au service de la population »

Le colloque s'est déroulé du 25 au 28 novembre. Il a réuni une soixantaine de participants du Territoire et de toute la région Pacifique dont 24 contributeurs répartis en sessions thématiques.

Ce colloque a été une réussite remarquable par la qualité de son organisation, des contributions et des débats. Il a été porté par la Direction des services agricoles avec l'appui de tous les services du Territoire et des associations locales qui ont largement contribué à son succès en offrant des qualités d'accueil exceptionnel.

Le projet RITA a été directement associé au colloque par une dotation financière de 32.000€, par l'investissement de son animateur dans sa préparation, mais aussi par l'appui du Cirad à la préparation du programme en juillet-août 2014.

Le colloque s'est déroulé en quatre sessions¹ :

- Contribution de la petite agriculture familiale aux conditions de vie des ménages.
- Impacts environnementaux des activités primaires et résilience des systèmes de production face aux changements.
- Points de blocage et leviers d'actions. Retours d'expériences, besoins en termes de recherche et développement.
- Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution du secteur primaire au développement territorial durable ?

Chaque session a fait l'objet d'un débat qui a été restitué avec la synthèse des communications lors de la séance de clôture.

J'ai personnellement présenté une communication dans la quatrième session sur les politiques publiques intitulée : « *Du développement sectoriel au développement territorial durable. Un nouveau cadre pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna* » (voir annexe). J'ai également été rapporteur de la première session sur la contribution de la petite agriculture familiale et en charge de la présentation de sa synthèse lors de la session de clôture.

¹ Voir le programme sur :

<http://www.wallis-et-futuna.pref.gouv.fr/Dossiers/Articles-archives/2014/Colloque-regional-Une-agriculture-durable-au-service-de-la-population-du-24-au-28-novembre-2014-a-Mata-Utu>

2/ Suivi et programmation des activités RITA

La première semaine de mission a été l'occasion de faire le point avec les différents responsables du Territoire et partenaires du projet sur l'avancement des activités en référence à la programmation validée lors du Comité de pilotage du 23 mai 2014².

En référence aux deux axes de travail retenus lors de la programmation : (1) l'amélioration de l'approvisionnement en produit frais ; et (2) la valorisation des produits du territoire, le constat est la faible avancée des opérations. Cette situation s'explique par la priorité donnée à la préparation du colloque – d'une taille et d'une audience inhabituelles pour le Territoire – qui a mobilisé l'essentiel des énergies et une grande partie du temps de l'animateur RITA.

Cette priorité accordée au colloque s'est également traduite par un report des activités de préparation du « plan de développement pluriannuel du secteur primaire », qui s'appuiera notamment sur les principaux enseignements des travaux et des expériences de la sous-région présentés au colloque.

Un canevas de fiches projet a cependant été préparé et la CCIMA a d'ores et déjà esquissé de premières propositions sur la filière porcine et l'alimentation des porcs. La rencontre avec les techniciens de la Chambre a permis de préciser les conditions d'éligibilité à un financement RITA.

Une réunion avec le service de l'environnement et la responsable du projet Intègre a permis de préciser une partie des activités de ce projet, notamment celles liées au Programme de Recherche-Action (R-A) « *Création d'un réseau de fermes pilotes bio* » - volet Wallis-et-Futuna qui prévoit : (i) la mise en œuvre d'expérimentations agronomiques sur les thèmes de la fertilité, des maladies/ravageurs, et du matériel végétal ; (ii) un accompagnement technique à la mise en œuvre du programme de R-A (expérimentations, collecte/analyse des données, formation, information) ; (iii) des échanges techniques et la formation d'agriculteurs, d'étudiants et de techniciens avec une mise en réseau au niveau régional.

La mise en œuvre de ce programme mobilise plusieurs structures du Territoire et reçoit l'appui de la Chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie. Après concertation locale, la DSA sera plus particulièrement en charge du volet « semences et plants », la CCIMA de l'appui à la diffusion des techniques de compostage individuel et d'un kit de surveillance sur les maladies et les ravageurs et le lycée agricole (EPNEFPA) de la réalisation d'une plateforme de compostage. Plusieurs missions d'appui ont d'ores et déjà été prévues dont certaines déjà réalisées : sur la fertilité, les maladies et ravageurs, les semences et plants. Ces activités mises en œuvre dans la cadre du projet Intègre permettent de dégager une partie des financements RITA prévus sur ces thèmes pour d'autres actions.

En revanche, les activités sur le cocotier, qui avaient fait l'objet d'une fiche conjointe RITA-Intègre en juin 2014 n'ont finalement pas été retenues lors des arbitrages du projet Intègre. Le projet RITA a donc toute latitude pour poursuivre les actions prévues qui continuent de retenir l'attention de la chefferie, ce qui a été confirmé lors de la rencontre avec l'Uluimonua.

² De très nombreuses personnes ont pu être rencontrées lors de la première semaine de la mission mais aussi pendant le colloque (cf. annexe). Une grande partie de nos interlocuteurs avaient déjà été contactés lors de la mission de mai. Les nouveaux échanges ont permis de préciser les objectifs du projet et de maintenir une attention sur ses thèmes d'intervention. Celui-ci bénéficie de l'écho favorable du colloque.

En ce qui concerne l'axe « amélioration de l'approvisionnement en produit frais » et la mise en œuvre d'une étude spécifique sur le marché des fruits et légumes considérée comme un préalable, la mission – conformément à ses objectifs – a précisé le contenu possible de l'expertise attendue.

Plusieurs interlocuteurs ont été rencontrés dans l'administration et le secteur privé et la présence au colloque de François Japiot, responsable de la coopération technique régionale et du réseau des Chambres d'Agriculture du Pacifique à la Chambre de Nouvelle-Calédonie, a permis de préciser les actions prévues dans le cadre de l'Accord Particulier entre le Territoire des îles Wallis-et-Futuna, l'Etat et le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Cet accord prévoit notamment un appui spécifique à la CCIMA sur le thème de la commercialisation des fruits et légumes.

Un projet de termes de référence a été préparé au retour de la mission (cf. annexe). L'étude pourrait avoir lieu en février 2015, soit avant la fin du contrat de l'actuel animateur RITA. Son remplacement est bien sûr une priorité pour le projet et la DSA a d'ores et déjà préparé un appel à candidature.

Annexe 1. Projet RITA Wallis & Futuna. Termes de références pour la mission de suivi du CIRAD. 17 novembre – 28 novembre 2014

1. Positionnement et attendus

En référence à la Convention du 15/11/2013 entre le Cirad et le Territoire des îles Wallis-et-Futuna, au 2^{ème} Comité de pilotage du 23 mai 2014, et après discussion entre le Cirad et le Service territorial de l'agriculture, de la pêche et de la forêt datée du 2 octobre 2014, cette mission de suivi a pour but de faire l'état de la mise en œuvre du projet et de préparer les prochaines interventions d'appui. Il s'agira notamment de :

- Faire un état des lieux du positionnement du projet RITA en regard des dernières évolutions du Territoire, notamment la préparation du plan de développement pluriannuel du secteur primaire et l'évolution du débat local ;
- Faire le point des actions retenues pour les deux axes du projet à savoir (1) l'amélioration de l'approvisionnement en produit frais et (2) la valorisation des produits du territoire, grâce à des contacts avec les différents partenaires économiques et institutionnels identifiés lors de la mission de cadrage de mai 2014 ;
- Repérer les points de blocage ou les difficultés éventuelles dans la mise en œuvre ;
- Discuter les modalités des prochains appuis, en particulier la mission portant sur l'étude de marché et des coûts de production de la filière produits frais.

En fonction des besoins exprimés par le Service territorial de l'agriculture, de la pêche et de la forêt, la mission sera également l'occasion d'apporter un appui à la préparation en cours du plan de développement pluriannuel du secteur primaire.

Le choix des dates de la mission permettra à l'expert Cirad proposé³ de participer au colloque « Agriculture durable au service de la population » qui aura lieu du 25 au 28 novembre 2014. L'expert Cirad y présentera une communication, participera à la synthèse des travaux et accompagnera la préparation du colloque la semaine précédente sur les sujets de sa compétence en fonction des besoins des organisateurs.

2. Réalisation de la mission

La mission Cirad travaillera en collaboration avec les services de l'agriculture, de la forêt et de la pêche de l'Etat et du Territoire, avec l'animateur du projet et avec le Lycée professionnel agricole, en fonction de leurs disponibilités et des contraintes liées à l'organisation du colloque.

La première semaine sera consacrée à l'état d'avancement du projet RITA et à la rencontre avec les différents partenaires, déjà rencontrés lors de la première mission ou qui n'avaient pas pu être contactés en mai 2014. Il s'agira plus particulièrement :

³ Bruno Losch, économiste, membre de la mission de cadrage de mai 2014.

- du STSEE pour l'état d'avancement et les premiers résultats de l'enquête ménages
- de la Chambre professionnelle (président, bureau, techniciens et animateurs thématiques)
- de la commission Pêche, Agriculture, Forêt et Elevage de l'Assemblée territoriale
- du service des douanes
- du secteur de la distribution
- des autorités coutumières
- de l'évêché

La seconde semaine de la mission sera consacrée au colloque « Agriculture durable au service de la population ».

Annexe 2. Les personnes rencontrées pendant la mission

Assemblée territoriale

HANISI Petelo, Président de l'Assemblée Territoriale (*)
IKAI Eselone, Président de la commission Pêche, Agriculture, Forêt et Elevage (*)
VERGE David, Président de la Commission des finances (*)
TAFONO Setefano, chargé de mission (*)

Elus nationaux

LAUFOAULU Robert, Sénateur

Chefferies

HENSEN Pasilite, Uluimonua de la Chefferie d'Uvea (*)

Administration supérieure

AUBOUIN Michel, Préfet (*)
SIMUNEK Pierre, Secrétaire général (*)

Direction des Services de l'Agriculture (DSA)

FAVRE Jacques, Directeur des Services de l'Agriculture
KANIMOAO Soane, adjoint au directeur et chef de bureau des productions végétales (*)
SAMR Hassan, Chef du service Recherche-Développement
FOTOFILI Amalia, responsable OGAF (*)

Etablissement public national d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPNEFPA)

BERTON Antoine, animateur RITA (*)

Service territorial de la statistique et des études économiques

GOEPFERT Jean-Paul, directeur (*)
SOURD Amandine (*)
MAILANGI Jean-Paul (*)

Service de l'environnement

MALAU Atoloto, chef de service (*)
PETIT Julie, coordinatrice adjointe Wallis et Futuna du projet INTEGRE (*)

Autres services de l'Etat et du Territoire

PAPILIO Bernadette, chef du service des affaires culturelles
KELETAONA Pipiena, Déléguée aux droits de la femme (*)
FOLOKA Sulia, Chef du service de coordination des politiques publiques (SCOPPD) (*)
MANRY Carole, adjointe au Chef du SCOPPD

LEGAUD Dominique, Chef du service des douanes
FLAUGNATTI Anne, Chef du bureau des douanes
KOLOKILAGI Samuele, Chef du service des affaires économiques et du développement

Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)

DELAMAIRE Guy, Directeur
BOUGUIER Anthony, chargé de mission

Chambre de commerce, d'industrie, des métiers et de l'artisanat (CCIMA)

PILIEOKO Silino, président de la Chambre (*)
HAVOKA Suliana, technicienne production végétale (*)
PERNEL Maxime, technicien élevage (*)
LEBAIL Florian, technicien pêche (*)

Autres personnes rencontrées

Mgr Ghislain de Rasily, Evêque de Wallis & Futuna

ALPHONSE M., Directeur général, société Général Import
CADET-MARIN Julie, Général Import (*)

JAPIOT François, Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie (CANC)
BOUARD Séverine, Institut Agronomique Néo-Calédonien (IAC)

(*) : personnes déjà rencontrées lors de la mission de mai 2014

Annexe 3. Du développement sectoriel au développement territorial durable. *Un nouveau cadre pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna.* Bruno Losch, économiste, Cirad, UMR Art-Dev. Colloque « Agriculture durable au service de la population

Le régime économique de la mondialisation a profondément modifié les conditions de développement des Etats et des régions. En effet, dans une économie internationale ouverte, les critères de la compétitivité des filières de production (coût mais aussi volume et qualité) sont devenus surdéterminants. Les régions dotées d'avantages comparatifs suffisants bénéficient des opportunités de marché offertes par la libéralisation. Les autres sont confrontées aux conséquences de la concurrence et aux risques de la marginalisation et du déclin.

Ce mouvement de différenciation accéléré des régions affecte plus particulièrement les territoires insulaires du Pacifique, handicapés par la petite taille de leur marché intérieur, les surcoûts liés l'éloignement et la concurrence des importations. Ce modèle de développement basé sur la compétitivité des produits débouche souvent sur la stagnation économique, l'augmentation des inégalités, l'apparition d'une économie de transferts (privés et publics) et la croissance de l'assistanat, qui mine progressivement le tissu économique et social, et une absence de perspectives qui conduit à l'émigration des jeunes.

Un tel contexte invite à sortir du piège de la recherche de la compétitivité sur le marché des produits et à réinvestir le champ des stratégies de développement territorial. La démarche consiste à faire l'inventaire des ressources « spécifiques » du territoire, à identifier les voies de leur valorisation dans une perspective qui n'est plus seulement de proposer des produits mais un panier de produits et de services dont la valeur globale est liée au territoire lui-même, en s'appuyant sur les dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Ce changement de perspective permet de révéler des atouts cachés – par exemple la pluriactivité des ménages, la multifonctionnalité des activités rurales, la force des liens sociaux – et d'engager une approche en termes de projet territorial. Cette démarche peut être consolidée par une réflexion prospective sur les scénarios possibles – à éviter et souhaitables – qui facilite l'identification des objectifs à atteindre, des points de blocage à lever et des moyens pour y parvenir.

Annexe 4. Etude sur les conditions d'amélioration de l'approvisionnement du marché des fruits et légumes en produits locaux. Proposition pour les termes de références de l'étude

Objectifs de l'étude

L'approvisionnement en fruits et légumes concerne deux catégories de producteurs : quelques producteurs « spécialisés » et réguliers d'une part, et beaucoup de semi-professionnels et vendeurs occasionnels d'autre part. La démarche proposée dans le cadre du projet RITA consiste à connecter les vendeurs occasionnels au marché et à utiliser cette liaison pour mettre en place un accompagnement technique spécifique, en complément de l'appui aux producteurs spécialisés, facilitant le développement de la production locale.

L'étude se focalisera sur l'analyse de la position de l'offre locale de produits horticoles dans la consommation : est-elle complémentaire ou en concurrence (substituable) avec les importations, en fonction des catégories de consommateurs et d'utilisateurs. Cela permettra de mieux définir les fonctions que devront remplir les dispositifs d'appui à la commercialisation établis (ou à proposer) et le périmètre/segment de marché dans lequel ils seront le plus viable.

L'étude portera particulièrement sur :

1. Un état des lieux de l'offre et de la demande
 - L'analyse des caractéristiques du marché local en s'appuyant sur les données de volume, qualité et prix du secteur de la distribution et ses conditions d'approvisionnement, ainsi que sur les données de suivi du marché hebdomadaire par la CCIMA et les statistiques douanières
 - Un repérage et une estimation de la production locale et de ses caractéristiques (notamment la saisonnalité) en mobilisant les premiers résultats du recensement agricole 2014.
 - Une caractérisation des pratiques d'achats (fréquence, critère de choix entre les différentes sources d'approvisionnement) des ménages de différentes catégories et autres utilisateurs finaux (restaurant, cantines...)
2. Un état des lieux des réseaux de distribution reliant l'offre à la demande
 - Identification des circuits de distribution des fruits et légumes (circulation domestique, commercialisation de proximité, distribution dans les points de ventes permanents...)
 - Caractérisation des fonctions remplies et des pratiques des différents acteurs des circuits de distribution et des contraintes auxquelles ils doivent faire face. Accent mis sur les enjeux de temporalité (saisonnalité) et de qualité (stabilité/pertes, conditionnement des produits...) et sur les formes de coordination (prix spot, contrat, avances, facilité de paiement)
3. Les propositions d'actions pour améliorer les dispositifs d'appui en place et/ou la création de nouveaux dispositifs et les actions d'accompagnement
 - L'identification d'actions à mettre en œuvre pour faciliter la collecte régulière des produits locaux comme par exemple : le renforcement et l'équipement du marché hebdomadaire, la mise en place d'une concertation entre acteurs de la filière (producteurs, importateurs, distribution), l'accompagnement des producteurs, la création d'une structure de collecte ad hoc portée provisoirement par le Territoire (type SEM). Considérer également le développement expérimental de la transformation artisanale des produits (jus de fruits frais, chips, confitures)

- L'identification de mesures d'accompagnement pour accroître la viabilité des dispositifs d'appui à la commercialisation facilitant le développement de la production locale comme une meilleure connexion à la commande publique (cantines des écoles, hôpitaux), le recours aux médias locaux (télévision et radio) pour la promotion des produits du Fenua (« consommer pays ») et d'une alimentation saine (santé publique), , la mise en place d'une régulation du marché (dispositif de gestion des importations impliquant les différents opérateurs, la CCIMA et l'administration).

Déroulement de l'étude

L'étude s'effectuera en concertation étroite avec la Direction des Services Agricoles (DSA) et en liaison avec la CCIMA qui pourrait bénéficier en 2015 d'un appui régional du "Réseau des Chambres d'Agriculture du Pacifique" dans le cadre de l'Accord Particulier entre le Territoire des îles Wallis-et-Futuna, l'Etat et le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Elle bénéficiera de l'appui de l'animateur RITA et du technicien de la CCIMA.

L'étude comportera deux semaines pleines de mission sur le Territoire et une semaine de préparation puis la rédaction du rapport en métropole.

Elle mobilisera les données disponibles. A ce titre la préparation de la mission sera facilitée par des contacts avec la CCIMA (suivi du marché hebdomadaire), le STEE (pour les premiers résultats du RGA), traitement détaillée des données de l'Enquête Budget Famille de 2006 sur les produits horticoles et le service des douanes (statistiques des importations) dans la poursuite des entretiens et premiers échanges de documents réalisés lors de la mission de suivi de novembre 2014.

Pendant la mission, l'expert rencontrera :

- Les différents services techniques et les autorités coutumières
- L'ensemble des opérateurs de l'importation et de la distribution
- Le STSEE et le service des douanes
- Le groupement des maraichers
- L'observatoire des marges mis en place en Janvier 2014

Il réalisera des entretiens avec les producteurs (conditions et coûts de production, modes de commercialisation) et les commerçants détaillants (modalités et coûts d'approvisionnement et de distribution) ; les pratiques des consommateurs pourront être appréhendées par des entretiens auprès de responsable et de membres d'association (association de femme, de village) et auprès de certain utilisateurs finaux (restaurant, intendant d'établissement scolaires....)

Un atelier de présentation des résultats liminaires de l'étude et de discussion des propositions envisagées sera organisé en fin de mission. Il regroupera quelques acteurs clefs des filières horticoles et des représentants des services techniques et des institutions rencontrées.

Du développement sectoriel au développement territorial durable

Un nouveau cadre pour une réflexion prospective à Wallis & Futuna

Hihifo, Vaitupu, 25 – 28 Novembre 2014

Session 4

Politiques publiques



Bruno Losch

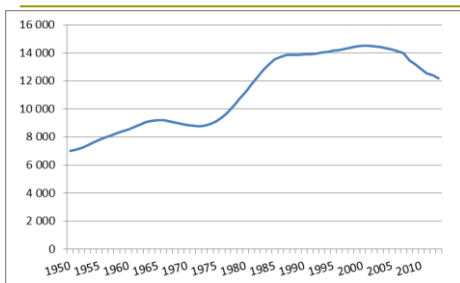


Prélude

- ▣ Et si tout ce dont on parle ne servait à rien ??
- ▣ Des décennies de rapports, études, colloques, projets, programmes, subventions, investissements...
 - ⇒ *Sortir des analyses trop « ciblées », spécifiques*
 - ⇒ *Prendre du recul pour un diagnostic global*
 - ⇒ *Changer de perspective*
 - ⇒ *Guider ses choix*

QUELQUES RAPPELS SUR LES RÉALITÉS DU TERRITOIRE

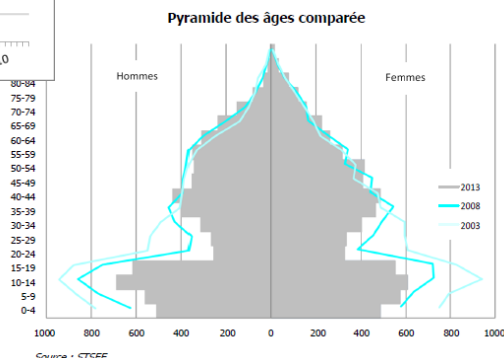
Une crise démographique



Evolution de la population de 1950 à 2013

5.000 habitants dans 20 ans?

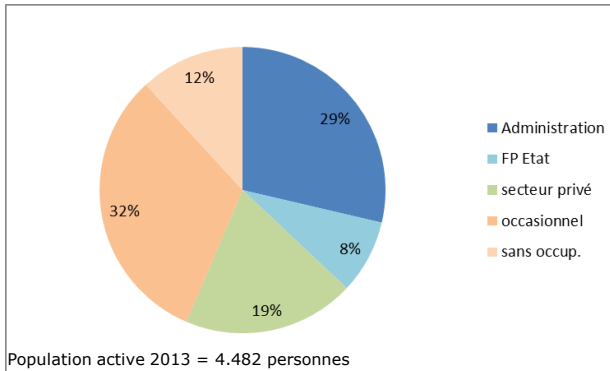
L'exode des jeunes :
la tranche d'âge 20-35
divisée par deux en 10 ans



Source : STSEE

Une économie dépendante

La place de l'emploi public



La population active :
- 57% salariés
dont 66% dans le secteur public
- 43% « se débrouillent »

=> **Des inégalités croissantes**

Une dépendance à 100% des importations

Dont 37% d'importations agro-alimentaires (hors énergie)

Mais...

- ▣ Un rôle économique et social central des activités du secteur primaire
 - 80% des ménages ont une activité primaire et auto-consomment
 - 56% de l'alimentation a une origine non monétaire : 51% à Wallis, 66% à Futuna
 - ▣ L'échange non marchand et coutumier revêt un caractère pivot
 - Base des relations sociales
 - Cœur des solidarités
- => *Mais ce n'est pas/plus suffisant pour « garder » les jeunes*

ALORS QUE FAIRE ?

Entre résignation et mythe de la solution miracle...

- ▣ Baisser les bras :
« *Ici, il n'y a rien... on est loin de tout...* »
- ▣ Rechercher le secteur ou le produit **magique** et « gagner progressivement sa part du marché »
- ▣ Ni l'un, ni l'autre : regarder autrement

Sortir du piège de la « spécialisation compétitive »

- Un petit rappel sur les principes « classiques » du développement économique
 - Les gains de productivité (moins d'inputs et plus d'outputs) : base de la croissance
 - La spécialisation dans les secteurs et les produits où existent des « avantages »
- Les nouvelles règles du jeu de la mondialisation
 - La compétitivité : les coûts, la qualité, le volume
 - Des régions « qui gagnent » et des régions « qui perdent »

Rechercher les ressources locales/territoriales

- Identifier les ressources mobilisables / activables
 - Du produit λ au produit spécifié
 - Passer des ressources génériques » aux ressources « spécifiques »
 - Main-d'œuvre + noix de coco*
 - => huile parfumée de Futuna*
 - Résultat d'un processus « d'activation »
 - Action collective + produit + savoir-faire + histoire*
 - + terroir = combinaison*
- Passage du produit au panier de biens et services, du sectoriel au territorial

Quelles combinaisons ?

□ Quelques choses simples :

- Regagner le marché intérieur là où c'est possible => fruits et légumes, poisson, aliments pour cochon !

□ Des choses plus complexes :

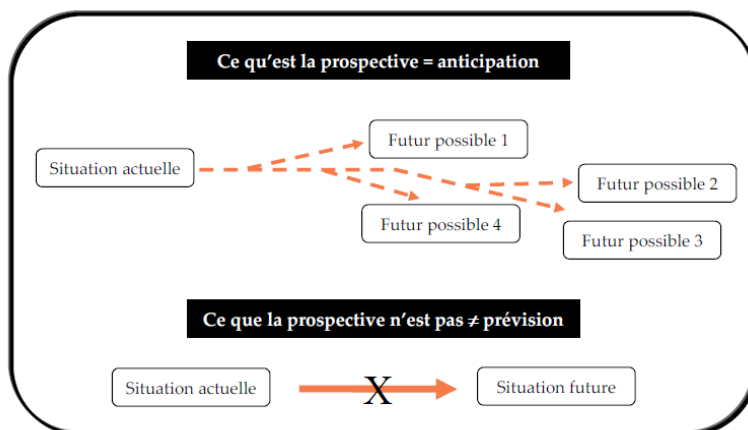
- S'appuyer sur la pluri-activité des ménages
- Développer la multifonctionnalité des activités primaires : produire + défendre la biodiversité + gérer les ressources naturelles + protéger les paysages

=> *un développement territorial durable*

**UTILISER LA PROSPECTIVE
TERRITORIALE POUR
GUIDER LES CHOIX**

La prospective ?

=> Générer des connaissances sur des futurs possibles



Source : R. Bourgeois, *Guide méthodologique de prospective territoriale*.
Prospective Mayotte, Cirad 2011

Une attitude face aux défis du futur

« on a rien, on est loin, les jeunes s'en vont... »

Attitude	Signification	Action	Stratégie
Passif	<i>Subir</i>	<i>Aucune</i>	<i>Se soumettre</i>
Réactif	<i>S'adapter</i>	<i>Réaction instinctive</i>	<i>Attendre et voir venir</i>
<i>Pré-actif</i>	<i>Se préparer</i>	<i>Exploration</i>	<i>Envisager les alternatives</i>
<i>Pro-actif</i>	<i>Diriger</i>	<i>Orientation</i>	<i>Prendre en main son destin</i>

Source : R. Bourgeois, *Guide méthodologique de prospective territoriale*.
Prospective Mayotte, Cirad 2011

L'identification de scénarios

- ▣ Une démarche participative
- ▣ Réfléchir à des scénarios possibles contrastés et les caractériser
- ▣ Pour mieux choisir :

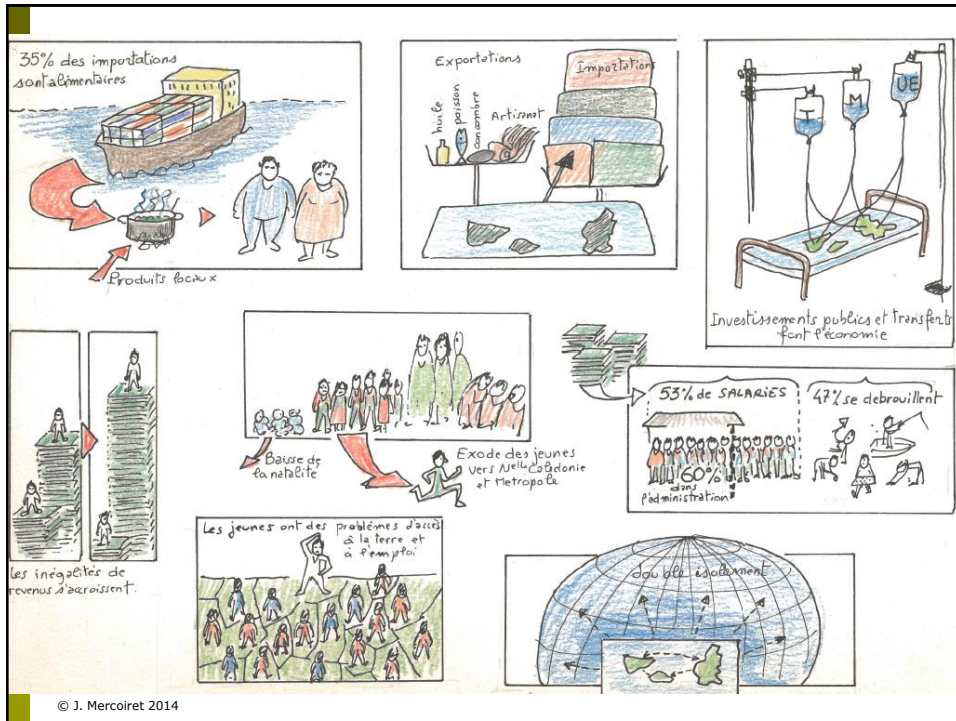
« *homegrown solution* »

=> Une illustration avec deux scénarios :

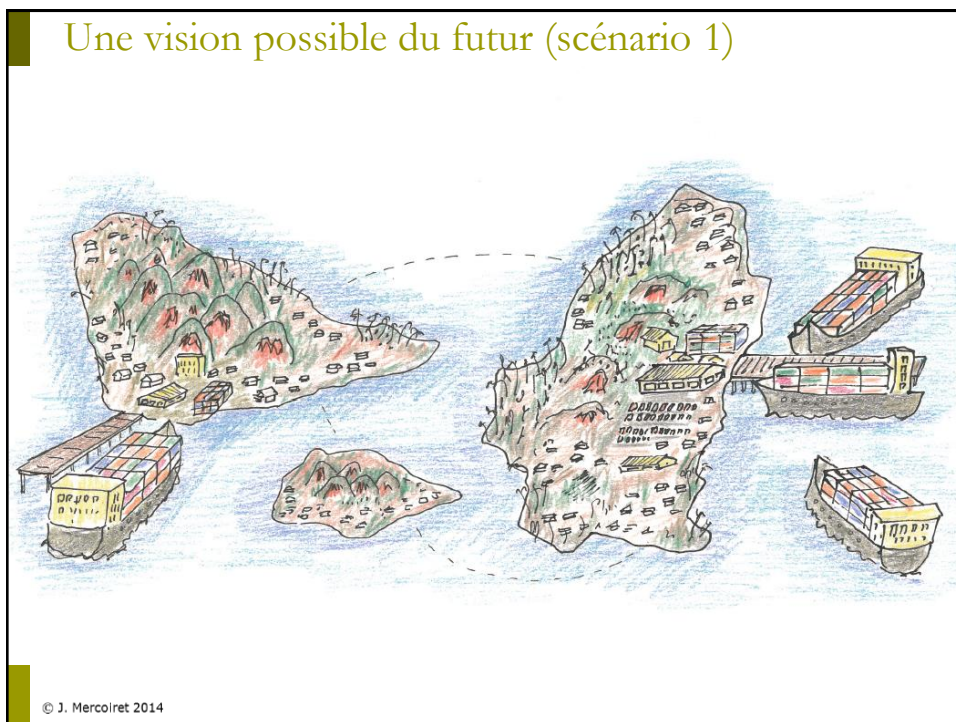
- Le scénario « au fil de l'eau »
- Le scénario volontariste

=> *Un appui sur l'exercice conduit par le Cirad à Mayotte, avec le concours des dessins originaux de J. Mercoiret pour le colloque « Agriculture durable »*

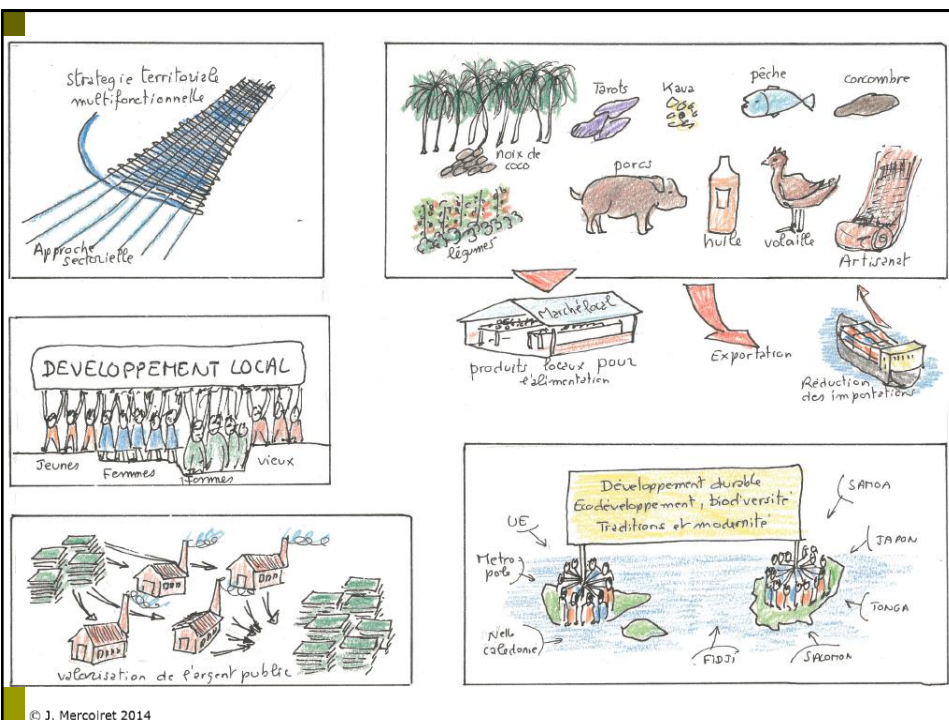
LE SCÉNARIO « AU FIL DE L'EAU » (SCÉNARIO 1)



Une vision possible du futur (scénario 1)



LE SCÉNARIO « VOLONTARISTE » (SCÉNARIO 2)



Une vision possible du futur (scénario 2)



Du scénario au plan d'action...

- ▣ Ce qu'on veut éviter / ce à quoi on veut parvenir
- ▣ Définir les objectifs
- ▣ Les moyens
- ▣ Ce qu'il faut faire dès maintenant / plus tard...

=> *Les exercices en cours peuvent constituer des opportunités à saisir (plan de développement, X^{ème} FED) et à ne pas gâcher*



Compte-rendu de la 1^{ère} session sur l'agriculture familiale

Bruno Losch

Déroulement de la session sur l'agriculture familiale

- 🌱 Mardi 25
- 🌱 8 interventions
- 🌱 3 panels :
 - 🌱 Caractéristiques et diversité des agricultures familiales (AF) : Marc Soulé, Alice Fromonteil, Séverine Bouard
 - 🌱 AF et santé : Daniel Houillon, Viliami Puloka
 - 🌱 AF et avenir : visions du futur et place de la jeunesse (Faumuina Tafuna'i, Mereia Carling, les élèves du LPA de Wallis)
- 🌱 Présidence : Jean-Paul Goepfert

L'agriculture familiale : une agriculture « enchâssée »



- Une agriculture caractérisée par l'imbrication entre l'organisation familiale et l'activité de l'exploitation agricole (S. Bouard)
 - travail familial, patrimoine, prise de décision
 - A différencier d'une agriculture d'entreprise
- Une agriculture enchâssée dans la société, son histoire, la coutume (A. Fromonteil, M. Soulé)
 - Un enracinement dans le sol (la parcelle, la localité – le kélé) ouvert par l'ancêtre fondateur
 - L'importance du lien généalogique pour définir le droit d'usage
 - L'activité agricole sert à « trouver sa place » dans la société

L'agriculture familiale : une agriculture « enchâssée » (2)



- Une agriculture enchâssée dans son écosystème (M. Soulé)
 - Une utilisation et une valorisation optimales des ressources (le « côté mer » et le « côté intérieur »)
 - La valorisation de la biodiversité
 - Des aménagements du terroir : tarodières irriguées, terrasses, jachères, zones protégées (Alofi)
- Une place centrale dans les activités et dans les revenus – monétaires et non monétaires (S. Bouard)
 - En N-C, ¼ de la population en tribu et 50% des actifs vivant exclusivement de l'AF (à W&F : 47% des actifs « se débrouillent »)
 - Une multifonctionnalité des produits (autoconsommation, vente, dons, semences et animaux) et des usages (production agricole, gestion de la biodiversité et des ressources naturelles, gestion des paysages)

L'agriculture familiale : un mode de vie

- Une réponse à la dégradation alarmante de la santé publique (D. Houillon)
 - Impact d'une alimentation déséquilibrée sur le développement des MNT
 - Conséquences de la croissance des MNT sur morbidité et mortalité
- Un mode de vie : des produits et des pratiques (V. Puloka, F. Tafuna'i)
 - *Homegrown solutions...*
 - Un rapport à la nature, au corps, à la culture
 - Une « implication dans la nourriture »
 - Des produits sains: *from farm to table*

L'agriculture familiale et son avenir

- L'implication dans les activités liées à l'AF – sa pratique et ses produits - (F. Tafuna'i)
 - Une manière de « trouver sa place » : *Women in business* c'est aussi une prise en main de son avenir, en fonction du futur souhaité pour ses enfants
- Un avenir qui repose sur ses jeunes (M. Carling, les jeunes du LPA)
 - Un besoin de reconnaissance (par les anciens, par les politiques) : des capacités, des compétences => *change the mindset*
 - Un besoin d'inspiration : montrer la voie en reconnaissant un statut
 - Un besoin d'appui et de soutiens : formation, conseil, collaboration

L'agriculture familiale et son avenir (2)

Des risques multiples

- Dégradation des écosystèmes
- Plus grande fragilité (baisse de la résilience ?)
- Perte des savoirs anciens
- Déperdition de l'information nouvelle
- Impérialisme des modèles techniques dominants : spécialisation, intensification, rentabilité économique
- Rapports de force déséquilibrés
- Une reconnaissance qui reste à conquérir

Le futur des agricultures familiales, leur place dans l'économie et la société : c'est aussi notre avenir

2014 Année internationale

des
**agricultures
familiales**



cirad

Innovons ensemble
pour les agricultures
de demain



